Vol 18 # 07 • Du 14 au 20 Août 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LA CARICOM RENCONTRE LE PREMIER MINISTRE



Voir page 3

Le lundi 12 août 2024, le groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM a rencontré le Premier ministre Garry Conille, au local de la Primature à Delmas 60

PÉTITION EN SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DE CANNE !



Voir page 4

Manifestation des travailleurs de la canne à sucre d'origine haïtienne devant le Palais National de la République Dominicaine. /Lesther Alvarez







1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Il n'y aura pas de miracles politiques en Haïti !

Berthony Dupont

Après l'effondrement du gouvernement fantoche du Premier ministre Ariel Henry, le peuple haïtien vit une nouvelle expérience politique avec un Conseil Présidentiel sorti directement de la matrice de l'impérialisme occidental. Cette démonstration de la classe politique traditionnelle rassemblée et non des moindres, notamment Fanmi Lavalas, PHTK, Pitit Desalin, l'Organisation du Peuple en lutte (OPL), Accord Montana, Secteur Démocratique Populaire (SDP) pour ne citer que ceux-là, illustre clairement le rôle de chiens fidèles et soumis au service de l'Occident.

Tôt ou tard, ces politicards révolus qui s'allaitent tous à la mamelle washingtonienne pour la défense d'une cause contraire aux aspirations populaires et pour avoir cautionné l'occupation de leur pays finiront comme leurs prédécesseurs dans la poubelle de l'histoire. Des agents locaux téléguidés qui ont livré le pays aux impérialistes afin de sauvegarder leurs intérêts et étouffer l'option de tout changement auquel aspire le peuple haïtien.

À quoi une telle attitude antipatriotique pourrait-t-elle servir ? A priori à rien, sinon à remplacer un pouvoir déchu par un autre de même nature, avec des visages et formes différents dont la conclusion ignoble est de créer un faux espoir dans la population, notamment chez les ouvriers de façon à saper les mouvements de libération nationale et bafouer davantage les profonds sentiments des masses populaires.

Qui pis est, des faux progressistes ont vu dans cette honte nationale un moindre mal allant même à soutenir cette démagogie impérialiste pour amadouer les naïfs, induire les masses en erreur, en leur faisant croire que cela peut sauver le peuple. N'est-ce pas un crime antipatriotique d'apporter un soutien sans faille non seulement à ce pouvoir aberrant mais aussi de s'associer à l'impérialisme dont l'objectif est de consommer la désintégration totale du pays ? Alors que la juste cause serait que tout travailleur, citoyen honnête et conséquent attaché à la démocratie doive s'opposer catégoriquement à la mise en place de cette mascarade qui s'inscrit dans la continuité d'un régime irrécupérable et antinational.

De toute évidence, ces dirigeants passés et présents n'ont aucune conscience de leur régime naufrageux qui fait honte au pays. En effet, les événements tragiques de ces derniers jours ont obligé les puissances tutrices d'envoyer à Port-au-Prince des personnalités de la CARICOM dans le but de superviser et de s'informer des avancées « insignificatives » réalisées par le Gouvernement et surtout du Conseil Présidentiel de Transition empêtré dans un scandale de corruption.

Le sort atroce et inhumain imposé au peuple haïtien montre une fois de plus la nature hideuse de la domination impérialiste, de la barbarie d'un système qui piétine la vie et la dignité humaines au profit de ses intérêts égoïstes. La barbarie imposée exprime cette vérité amère: les puissances impérialistes conduisent les peuples à la souffrance, au chômage, à l'ignorance et à l'arriération tout en répandant l'inégalité sociale et la pauvreté abjecte d'une classe contrairement à l'autre qui jouit e tous les avantages et prérogatives.

Si aujourd'hui, la sécurité est la principale préoccupation de la population, il ne fait aucun doute que le pouvoir devra tôt ou tard faire face à la mobilisation et aux revendications du peuple qui patauge toujours dans la crasse et le néant parce rien de concret ne se produit. Nous sommes donc grandement surpris par un rapport désastreux du parti Fanmi Lavalas dénonçant le pouvoir et le gouvernement fantoche auquel il est pourtant associé.

L'ironie, en effet, est que cette organisation politique est elle-même engagée dans le démantèlement du pays, puisqu'officiellement, elle fait partie intégrante du bras opérationnel de l'un et de l'autre de cet Exécutif croupion qui s'en remet à un hypothétique miracle kenyan, en jouant un rôle majeur en tant qu'allié des puissances impérialistes. N'est-ce pas une manœuvre déloyale et de coquins pour le non respect des normes de l'honnêteté et du bon sens!

L'impérialisme porte la responsabilité principale de la tragédie ininterrompue du peuple haïtien depuis plus d'un centenaire. Maintenant, il multiplie des manœuvres pour tenter d'imposer une formule susceptible de perpétuer sa domination criminelle. Voilà pourquoi, il ne reculera devant rien pour exercer son chantage diplomatique le plus grossier d'un quelconque miracle étranger au profit du pays. Il n'y aura aucun miracle politique encore moins économique. Pas de miracles kenyans, caricomiens et impérialistes non plus. Seul le peuple-travailleur aura le dernier mot dans la mesure où il décide de prendre les choses en mains pour stopper l'avancée de l'impérialisme américain et de ses alliés puis de chasser ce gouvernement illégitime et impopulaire !

À mesure que la liberté de manifester est remise en cause et que s'étend la répression, la résistance populaire contre le Conseil Présidentiel et son gouvernement se renforcera et gagnera en cohésion. Nous sommes convaincus de la victoire finale des travailleurs et des opprimés du pays sur les fossoyeurs criminels de cette classe politique traditionnelle et de leurs parrains impériaux.

Dans cette lutte, certes difficile, seules les forces révolutionnaires progressistes haïtiennes peuvent imposer en Haïti une politique conforme à nos intérêts. Aucune aide étrangère, aucune ingérence, aucune occupation militaire ne pourra apporter quoi que ce soit de positif au bénéfice des masses exploitées et opprimées du pays. De plus, toute solution miracle ne sera qu'une couverture humanitaire éphémère, un trompe-l'œil de l'impérialisme pour mieux rebondir !

La CARICOM rencontre le Premier ministre



Réunion de travail entre le groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM et le Premier ministre Garry Conille, flanqué de son chef de cabinet Nesmy Manigat et du ministre de la justice Me Carlos Hercule.



Edgar Leblanc Fils à la 47ème session des Chefs d'État et de Gouvernement de la CARICOM

Par Isabelle L. Papillon

Depuis le samedi 10 août 2024, Une délégation de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) baptisée Groupe de Personnalités Éminentes (GPE) séjourne en Haïti pour une visite de six jours. Il s'agit des trois anciens Premiers ministres de la Caraïbe en l'occurrence, Kenny Anthony de Sainte-Lucie, Bruce Golding de la Jamaïque, et Perry Christie des Bahamas.

Qu'est-ce qui a, en fait, motivé cette visite dans le pays, juste quelques semaines après la 47ème session des Chefs d'État et de Gouvernement de la CARICOM à la Grenade, à laquelle le président du Conseil présidentiel Edgar Leblanc Fils avait participé?

Ce dernier lors de son retour au pays, dans une conférence de presse donnée le mercredi 31 juillet 2024 à l'aéroport international avait tenu à souligner que : *« Ces personnalités éminentes seront à Port-au-Prince dans le but d'inspecter et de s'informer des avancées significatives réalisées par le Gouvernement haïtien pour former et rendre opérationnels les organes de la Transition »*

Cette visite, certes s'inscrit dans le cadre des efforts continus de la CARICOM pour évaluer le climat politique actuel, soutenir une résolution de la crise afin de rétablir la stabilité politique et sociale en Haïti. La mission dans sa sphère d'action rencontrera le Conseil présidentiel de transition, le Premier ministre, ainsi que des représentants de divers secteurs de la vie nationale.

En effet, le lundi 12 août 2024 au local de la Primature à Delmas 60, le groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM a rencontré le Premier ministre Garry Conille, flanqué de son chef de cabinet Nesmy Manigat et du ministre de la justice Me Carlos Hercule. Rien n'a filtré de ce qui a été discuté largement au cours de cette rencontre entre la délégation caricomienne et le locataire de la Primature. Sauf que le Bureau de la Primature a laissé comprendre dans une note abstraite que *« les discussions ont principalement été portées sur le processus de transition politique actuelle. Le Premier ministre a exprimé son soutien à la proposition de la CARICOM d'observer les prochaines élections. »*

En fait, si la CARICOM sollicite de venir superviser les élections, c'est que les élections ont sans doute fait l'objet des discussions.

La délégation de la CARICOM va-t-elle également rencontré les neuf membres du Conseil Présidentiel de Transition ? Assurément oui, puisque le Conseil doit se rapporter sur ses activités. Evidement, faut-il rappeler que c'est cette institution régionale, embauchée par les puissances impérialistes qui a joué le rôle de modérateur sinon de femme-sage ayant facilité la formation du Conseil présidentiel de transition pour le compte des puissances tutrices ?

Le conseil aura beaucoup à dire par exemple sur la formation du Conseil Electoral Provisoire qui tarde encore à prendre forme. D'autres en plus sur le décret publié le Samedi 20 juillet 2024 dans le Moniteur #36, portant la mise en place d'un système participatif dénommé «Conférence Nationale», dont *l'article 1 de cet arrêté stipule.*

«Conférence Nationale» est un mécanisme exceptionnel, participatif, limité dans le temps, visant à permettre à tous les acteurs de la société de contribuer activement à l'élaboration de résolutions adaptées et acceptées.

Quant à l'article 2 : les résolutions serviront de propositions pour l'élaboration de textes normatifs et d'orientations relatifs à trois grands chantiers qui sont :

1) La révision de la Constitution en vigueur ;

2) L'élaboration d'un nouveau projet de société pour Haïti ;

3) L'établissement de nouvelles relations entre l'État et la société, notamment la société civile et les partis politiques, ainsi que les principales réformes du système juridico-politique.

L'un des objectifs majeurs de cette Conférence Nationale est de créer une nouvelle Constitution.

La Conférence Nationale devra également travailler sur un nouveau projet de Société Haïtienne.

Un Secrétariat Technique à l'Organisation de la Conférence Nationale est créé dont le mandat est d'assurer le Secrétariat Exécutif du Comité de Pilotage.

Toutes ces propositions du Conseil Présidentiel vont sans doute être soumises à l'étude et à la compréhension du Groupe de Personnalités Éminentes de la Caricom. Il est évident, la communauté Occidentale n'a aucun respect pour les dirigeants haïtiens, bien qu'ils soient des instruments à leur service. Voilà pourquoi, on leur a envoyé des experts pour les former.

C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre cette délégation caricomienne présente actuellement en Haïti qui en quelque sorte va administrer aux dirigeants haïtiens des cours de démocratie à la loupe de l'impérialisme américain.

Pétition en solidarité avec les travailleurs de canne à sucre en République Dominicaine !



Manifestation des travailleurs de la canne à sucre devant le Palais National de la République Dominicaine.

Solidarité avec les producteurs de canne à sucre en République Dominicaine : Assez de travail forcé et de répression dans l'industrie sucrière !

Préambule

L'industrie sucrière dominicaine bénéficie de la plus grande part des importations bénéficiant de tarifs préférentiels en provenance des États-Unis, malgré des pratiques telles que le travail forcé, le travail des enfants, des salaires de misère, l'absence de liberté d'association et des persécutions racistes contre les travailleurs haïtiens et dominicains depuis des décennies. Descendance haïtienne. De grandes marques américaines comme Hershey utilisent le sucre dominicain comme matière première.

En 2022, les autorités américaines des douanes et de la protection des frontières ont interdit l'importation de sucre produit par l'entreprise Central Romana, basée en République dominicaine mais à capital majoritairement américain, pour avoir encouru cinq des onze indicateurs de travail forcé de l'Organisation internationale du travail (OIT). . Malgré cela, la République dominicaine a conservé le plus grand quota d'exportation de sucre avec des tarifs préférentiels vers les États-Unis. Le Syndicat des travailleurs de la canne à sucre a dénoncé la poursuite frauduleuse des exportations de Central Romana vers les États-Unis, par l'intermédiaire des sociétés sucrières CAEI et Consorcio Azucarero Central, dont les violations des droits du travail sont tout aussi graves.



Libération immédiate du travailleur dominicain d'origine haïtienne Miti Senvil

Le gouvernement dominicain, dirigé par l'homme d'affaires Luis Abinader, a fait pression en faveur de la levée des sanctions contre Central Romana et a refusé de superviser les violations de la législation dominicaine du travail dans l'industrie sucrière.

Le gouvernement lui-même est responsable de certaines des pires violations des droits humains au détriment des producteurs de canne à sucre. Depuis 2021, il a lancé une offensive contre la communauté immigrée haïtienne, imposant un quasi-état d'exception, suspendant les garanties juridiques et constitutionnelles pour la population noire du pays. D'innombrables perquisitions sont menées chaque semaine sans ordonnance du tribunal ni présence de procureurs, et des milliers de personnes sont arrêtées uniquement en raison de leur profilage racial. Le vol, l'extorsion, la brutalité et la violence sexuelle sont fréquents dans ce processus. Même les agents de l'immigration ont assassiné des migrants dans le cadre de cette offensive brutale. Les bateyes, communautés de canne à sucre, n'ont pas été épargnées par ces attaques répressives.

Parce que le régime dominicain a dénationalisé plusieurs générations de Dominicains d'origine haïtienne en 2013, soit environ deux cent mille personnes, par le biais d'une décision de justice raciste et inconstitutionnelle, bon nombre des personnes persécutées par cette politique de déportations massives sont des Dominicains apatrides. Il s'agit souvent des enfants et petits-enfants de travailleurs de la canne à sucre amenés au pays comme braceros depuis la première moitié du XXe siècle.

Les travailleurs haïtiens sont surexploités depuis des décennies dans les sucreries publiques et privées. L'industrie sucrière étant devenue l'épine dorsale de l'économie dominicaine pendant la majeure partie du XXe siècle, le régime dominicain a procédé au pillage des retraites des travailleurs de la canne à sucre lorsqu'ils partent à la retraite et que leur santé et leur force physique sont épuisées. En imposant toutes sortes d'obstacles à la régularisation de leur statut migratoire et à leur accès aux retraites pour lesquelles ils ont cotisé légalement et travaillé pendant de nombreuses années, le régime dominicain a fait en sorte que des milliers de travailleurs haïtiens de la canne à sucre meurent sans jamais avoir reçu de pension.

Malgré tout cela, la mobilisation des travailleurs a réussi à obtenir des gouvernements précédents qu'ils accordent des milliers de pensions aux travailleurs de la canne à sucre. Lorsque le président actuel est arrivé au pouvoir en 2020, il a promis d'ajouter plus de 1 600 travailleurs de la canne à sucre à la liste des bénéficiaires de la pension. Mais non seulement il n'a pas tenu cette promesse, mais il a également cessé de verser des centaines de pensions à ceux qui les recevaient déjà, en imposant de nouvelles exigences aux retraités comme avoir une carte d'identité valide ou, dans certains cas, même l'exigence inhabituelle d'obtenir un certificat de vie du Conseil électoral central. Ces procédures impliquent des dépenses importantes et de longues distances à parcourir. En conséquence, de nombreux producteurs de canne à sucre ne parviennent pas à récupérer leur pension. Il s'agit d'une politique délibérément anti-ouvrière et raciste.

Les entreprises, avec le soutien du gouvernement, expulsent fréquemment de chez eux les travailleurs qui revendiquent leurs droits ou qui sont incapables de continuer à travailler. Les conditions de vie dans les bateyes sont d'une pauvreté absolue ; ce sont des communautés qui n'ont souvent pas accès à l'électricité, aux installations sanitaires ou à l'eau courante, constituant de véritables enclaves de semi-esclavage. L'industrie sucrière dominicaine a déclaré plus de cent millions de dollars d'exportations en 2023.

Pour garantir cet état de fait, la liberté de circulation des travailleurs est sévèrement restreinte par les agents de sécurité des entreprises et lorsqu'une revendication syndicale surgit, le gouvernement libère toute sa force répressive. Un exemple récent en est l'attaque du 26 mai menée par les forces militaires et policières contre les travailleurs du Consortium central du sucre, à capitaux dominicains et guatémaltèques. Plus d'une douzaine de travailleurs haïtiens ont été blessés par des armes à feu et des couteaux après avoir refusé de travailler en raison de l'accumulation de dettes de l'entreprise. Deux des blessés ont subi des blessures graves aux jambes et aux yeux, pouvant entraîner une invalidité permanente. Le gouvernement a également expulsé dans les plus brefs délais une soixantaine de travailleurs, utilisant ses agents d'immigration pour briser la grève.

Un autre cas qui illustre la répression est celui du travailleur dominicain d'origine haïtienne Miti Senvil, l'une des victimes de la politique raciste de dénationalisation rétroactive. Ce jeune ouvrier de 25 ans est arbitrairement détenu depuis mars, après avoir dénoncé les pratiques antiouvrières et illégales de l'entreprise Central Romana devant des enquêteurs internationaux.

Pétition

Nous appelons le gouvernement dominicain à mettre fin à ses politiques qui violent les droits des travailleurs haïtiens et des Dominicains d'origine haïtienne dans l'industrie sucrière. Nous exigeons que vous mettiez fin au travail forcé et que vous respectiez la liberté d'association des travailleurs de la canne à sucre. Nous exigeons que le Bureau du Procureur général de la République enquête et punisse de manière exemplaire la répression contre les travailleurs du Consortium Central du Sucre au mois de mai et que le gouvernement verse des compensations aux travailleurs victimes de violences et d'expulsions arbitraires, en particulier pour ceux qui ont subi des blessures permanentes.

Nous exigeons que le gouvernement dominicain garantisse le paiement des retraites à toutes les personnes qui ont travaillé et cotisé légalement au système de sécurité sociale pendant des décennies, mettant fin à la discrimination et au vol flagrant de leurs cotisations. Nous exigeons également que vous mettiez fin aux expulsions des travailleurs expulsés de leurs foyers dans les communautés de canne à sucre par les entreprises Central Romana, CAEI et Consorcio Azucarero Central.

Nous exigeons que le gouvernement de Luis Abinader mette fin aux expulsions massives à caractère raciste, aux détentions arbitraires, à l'extorsion, aux raids illégaux, à la brutalité et aux violences sexuelles perpétrées par la police, l'armée et les autorités de l'immigration contre la communauté haïtienne et dominicaine d'origine haïtienne.

Nous exigeons que le gouvernement dominicain mette fin aux politiques racistes de dénationalisation contre la communauté dominicaine d'origine haïtienne, qui ont conduit à l'apatridie de milliers de personnes.



Jesus Nunez leader et porte-parole des Cañeros

Nous exigeons la libération immédiate du travailleur dominicain d'origine haïtienne Miti Senvil, soumis à un processus injuste visant à faire taire les plaintes des travailleurs de la canne à sucre.

Premières signatures

Organisations
République dominicaine
Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST), Collectif HaitianosRD, Coordinateur National Populaire, Articulation Nationale Paysanne, Femmes Socio-Politiques Mamá Tingó, Groupe de Jeunes Batey Los Jovillos, Aquelarre RD, Connexion Interculturelle pour le Bien-être et l'Autonomie La Ceiba, Comité pour l'Unité et Droits des femmes (CUDEM), Groupe latino-américain d'action et de formation féministe (GLEFAS), Cañeros organisés

USA
Collectif féministe décolonial, Groupe d'études dominicaines (CUNY Graduate Center) ; Nour Nashville ; Collectif Diaspora Pa'lante

État espagnol
Zebra Prieta

Salvador
Communauté d'études décoloniales

Mexique
Union Afro-Mexicaine du Chiapas UBUNTU AC, AFROntera, Mexiro AC ; Main amicale de la Costa Chica

Particuliers
République dominicaine
Cristiana Luis Francisca, présidente de MUDHA ; María Fernanda López Pérez, militante ; Micely Díaz Espaillat, assistante sociale ; María Cándido, militante communautaire ; Elena Lorac, Mouvement reconnu ; Lorena Espinoza, graphiste ; Johanna Agustín Federico ; Gandi López, activiste ; John Presimé, ingénieur systèmes ; Esther Girón, militante ; Nicole Estefany Aponte Cueto; Ana Beatriz Rosario; Denise Paiewonsky, enseignante à la retraite ; Adela Doré, artiste ; Yuderkys Espinosa Miñoso, écrivain, penseur

Haïti : Pour une transition de rupture!



Par Henriot Dorcent

La gestion calamiteuse et catastrophique des finances publiques par les gouvernements des différentes versions du régime PHTK incluant le conseil présidentiel de transition, caractérisée par l'arrogance, l'incompétence et la corruption, a mis Haïti dans de très graves difficultés cumulant record d'impôts et de déficits, avec un budget sans projet.

La mauvaise gouvernance politique du régime PHTK, avec tout son déficit de légitimité traditionnelle, constitutionnelle, légale, charismatique, politique, populaire, nous a conduits dans une crise multi-dimensionnelle où l'inexistence d'aucun élu pour gérer la cité menace l'existence même de la nation.

Les classes dominantes ne peuvent plus continuer à reproduire l'État prédateur, et les masses populaires ne peuvent plus supporter la domination des classes dominantes locales ni de leurs tuteurs impérialistes. Les conditions objectives de la révolution sont mûres, à nous les progressistes de faciliter et fructifier les conditions objectives de la révolution. Unissons-nous pour la mise en place d'un Parti de libération nationale. L'heure a sonné pour une transition de rupture sur 10 ans minimum pour la mise en place d'un programme révolutionnaire pour finir avec la domination bourgeoise et impérialiste. Toutes les manœuvres de l'impérialisme occidental depuis 2010 sont vouées à l'échec. La politique d'exclusion des masses et de répression ne peut pas continuer, au point que les USA sous-traitent la nouvelle occupation du pays aux forces militaires et policières du Kenya. Le gouvernement Américain a fait usage de tout pour contenir la colère populaire en Haïti, en utilisant les groupes armés, la police nationale d'Haïti et les nouvelles forces kényanes d'occupation contre le soulèvement des masses populaires.

Imaginons un instant que c'étaient des groupes révolutionnaires armés qui se battaient contre l'ordre néo colonial en Haïti, la CIA ouvertement les aurait affrontés militairement. La CIA avait organisé l'assassinat d'Ernesto Che Guevara en Bolivie, Carlos Fonseca au Nicaragua, Salvador Allende au Chili etc..

Organisons notre Parti de lutte, notre Parti de libération nationale pour l'avancement de la lutte populaire en Haïti. Étudiants, Ouvriers, Paysans, soyons la force motrice de la lutte révolutionnaire en Haïti. Organisons la transition de rupture sans ingérence étrangère de façon autonome et indépendante avec la coopération de tous les peuples frères de la planète qui luttent contre la domination de l'impérialisme occidental. L'Afrique de l'Ouest se réveille, et lutte pour sa propre émancipation contre la domination et l'exploitation étrangère.

Organisons notre propre transition de rupture pour l'indépendance politique et économique de notre pays et les pays du Sud global seront prêts à coopérer avec le nouveau gouvernement révolutionnaire en Haïti pour le renforcement de la sécurité nationale et le développement économique et social de notre pays. Le seul remède au pillage néocolonial des oligarques du secteur privé et des multinationales étrangères est la mobilisation en permanence des masses populaires dans le cadre d'une transition de rupture.

Liberté ou La Mort! La Patrie ou La Mort!

---

et enseignant ; Caroline Zapata Inmagela R. Abreu; Yania Concepción; Gabriel Lora, graphiste ; Natalia De Peña Angeles, psychologue ; Camila de Peña, ingénieur civil ; Jeannette Tineo Durán ; Génesis Massiel Báez Rosa; Mélissa Lebron Herrera ; Miguel Tejada; Gina Goico, doctorante à l'Université Cornell ; Yosarah Olivo, Yaissa Jiménez, Carolina Reyes, ingénieures industrielles ; Juan D. Pérez ; Jason Cordones ; Griselvis Lugo, médecin vétérinaire ; Thelma Vanahí, professeur d'université et artiste ; Yamilka Estandre; Julianny Ariza Dylan Jáquez, acteur ; Saray Figuereo Roa, éducateur et poète ; Yelidá Díaz, artiste; Jonathan Del Oleo Ramos, universitaire et militant des droits de l'homme ; Donatella Parra ; Diego Cépéda ; Stefany Cristina Mariano; Ange Emilio Ramírez Guzmán; Tiffany Lau Joa ; Malvin Starlin Montero Frías ; Seba Hernández ; Malvin Starlin Montero Frias

Allemagne
Katia Sepúlveda, artiste visuelle et guérisseuse

Argentine
Juan Carlos Giordano, élu député national du Front de gauche et des travailleurs (FIT-U) de la province de Buenos Aires, leader national de la Gauche socialiste (IS) ; Cecilia Casamajor, artiste visuelle, écrivaine et journaliste ; Mónica Schotthauer, députée nationale de l'IS et de la FIT-U et déléguée ferroviaire ; Mercedes Trimarchi, leader du groupe de femmes Isadora et législatrice de la ville de Buenos Aires, pour l'IS et le FIT-U Rubén « Pollo » Sobrero, secrétaire général de l'Union ferroviaire de la section occidentale ; Edgardo Reynoso, chef ferroviaire du Corps des délégués de la branche TBA-Sarmiento ; Pablo Almeida, leader des travailleurs du ministère de l'Économie ; Graciela Calderón, leader enseignante, Mercedes Mendieta, représentante nationale élue de l'IS et de la FIT-U, de la Ville de Buenos Aires, Angélica Lagunas, secrétaire générale du syndicat des enseignants ATEN Capital de Neuquén, de l'IS et de la FIT-U ; Liliana Olivero, ancienne députée de Cordoue de l'IS et du FIT ; Mariana Scayola, secrétaire générale du conseil d'administration de l'Ademys-docentes de la ville de Buenos Aires ; Lila Ferrer Morillo, écrivaine et militante antiraciste

Bolivie
Humberto Balderrama, membre de la Direction Nationale du Parti des Travailleurs ; Eliseo Mamani, ancien cadre de la Fédération des enseignants ruraux de La Paz

Brésil
Joao Batista Araujo « Baba », ancien conseiller municipal de Rio de Janeiro (RJ) et leader du Courant Socialiste Ouvrier (CST) ; Michel Tunes, leader du CST ; Rose Messias, leader du CST ; Pedro Rosa, leader de Sintuff et de la Fédération des travailleurs universitaires (Fasubra) ; Adriano Díaz – leader de Correos RJ et CSP-Conlutas ; Bruno da Rosa – Garis (collecteurs de déchets) leader de RJ ; Diego Vitello, membre du syndicat du métro de San Pablo ; Barbara Sineidino – Coordinatrice générale du SEPE (Professionnels de l'enseignement) ; Gerson Lima, coordinateur général du SINTSEP-Pará ; Luis Carlos Marrero ; Camille MacDonald, étudiante.

Canada
Amin Pérez, sociologue

Chili
Ranier Rios, leader du Mouvement Socialiste Ouvrier (MST) ; Francisca Rodo; Paulina Abufhele; Gustavo González, programme de déménagement ;

Colombie
Rosa Inés (Ochy) Curiel Pichardo ; Diana Cristina Castaño Hoyos, enseignante ; Laura Rincón, sociologue ; Carmen Jaramillo, écologiste ; Stevan Cuacés, psychologue ; Valérine Saurith López

Équateur
Nathan Galarza Alexandra Léon

Salvador
Eduardo Rodezno Méndez, étudiant

USA
Amaury Rodríguez, activiste et écrivain ; Luis Feliz León, journaliste syndical ; Meiver De la Cruz, médecin ; Rafael C. Gomez ; Robert Cuffy, syndicaliste DC37 ; Stephanie Holguín, Virgilio Aran, militants syndicaux ; Zev Boukhozba, professeur ; Nico Nuñez ; David Turpin, Comités anti-guerre en solidarité avec les luttes pour l'autodétermination ; Bryan Fernández, artiste ; Abigail Simmons ; Jeremy Mack, directeur du projet Phoenix ; Omer Gorashi ; Gisabel Leonardo, doctorante ; Berthony Dupont, Haïti Liberté ; Khalil Galop; Brayan Daniel Feliz, fondateur et designer BD FELIZ ; Rapière Maya ; Luis A. Gutiérrez ; Zuanny Araujo; Yoly Nuñez ; Vanessa Rivera, administratrice ; Mariel Acosta, universitaire et militante ; Frances Madeson, journaliste ; Jon Olsen

Egypte
Menat Elattma, enseignante

Salvador
Evelyn Martínez Mejía, enseignante-chercheuse

État espagnol
Angélique Cuero Caicedo ; Paloma Moreno; Josep Lluis del Alcázar, leader de la Lutte Internationaliste (LI) ; Marga Olalla, représentante syndicale des travailleurs municipaux de Barcelone, LI Militant ; Miquel Blanch, représentant syndical des enseignants des écoles pour adultes, membre du courant syndical CCOO de Gérone, LI Militant ; M. Esther del Alcázar, représentante syndicale de l'enseignement public et dirigeante de LI ; Brenda Cruz

France
Noémie Bienfait, agente de voyages

Guatemala
Claudia Acevedo Diego Burbano

Haïti
Watson Valcourt, réceptionniste; Berthony Dupont, Haïti Liberté

Italie
Eugenio Gemmo, leader du Mouvement de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (MLMR)

Mexique
Mikaelah Drullard ; Sara Florès ; Carmen Cariño ; Jade García ; Cecilia Muñoz Tostado, employée administrative ; Iyari Sánchez ; Itzia Miravete, défenseure des droits humains ; Jon James Barousse, artiste de performance ; Mijane Jiménez Salinas; Andrea Correa Peña; Alejandra Angulo; Karla Yanin Rivera Flores, enseignante ; Regina Ascencio Ibáñez ; Gisela Carlis Fregoso, Université de Guadalajara

Nicaragua
Eveling Carrazco López, Glefas

Panama
Priscilla Vásquez, ancienne dirigeante nationale des travailleurs de la Sécurité sociale

Pérou
Enrique Fernández Chacón, ancien député national et leader du PT-Uníos, Jorge Corzo, leader du PT-Uníos. Angela Liliana Maihuasca, secrétaire générale du syndicat de l'hôpital San Juan de Lurigancho ; Brigitte Valdeiglesias Ochoa, étudiante universitaire ; Imayna Cáceres;

Portugal
Renata Cambra, leader du Mouvement alternatif socialiste (MAS)

Porto Rico
Alondra I. Rodríguez

Turquie
Sedat Durel, secrétaire général du Syndicat révolutionnaire des travailleurs des télécommunications et des centres d'appels ; Atakan Çiftçi, délégué du Syndicat des travailleurs de l'éducation et des sciences ; Oktay Çelik, président du Parti démocratique des travailleurs (IDP), Gorkem Duru, leader de l'IDP

Uruguay
Tania Ramírez, mouvement afroféministe Mizangas ; Hellen Pintos, dentiste, Mizangas ; Ada González Alcoba; Rosana Ortiz

Venezuela
José Bodas, secrétaire général de la Fédération unitaire des travailleurs du pétrole du Venezuela (Futpv) ; Orlando Chirino, leader national du Courant Classiste, Unitaire, Révolutionnaire et Autonome (C-cura) ; Armando Guerra, ancien dirigeant syndical d'Hidrocapital ; Miguel Ángel Hernández, leader national du Parti Socialisme et Liberté (PSL)

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 8 Août 2024

Ensekirite nan Kwadèboukè : bandi piye yon lekòl pou timoun ki gen bezwen espesyal


Enstiti Monfò nan komin Kwadèboukè

Bandi ame sanfwanbilwa atake nan lannwit vandredi 2 pou rive samdi 3 out 2024 la enstiti Monfò ki chita nan Duval 30, yon lokalite nan komin Kwadèboukè kote yo pran swen timoun soud,bèg ak soud-avèg. Se plizyè douzèn bandi ame ki fè atak sa a, yo antre nan lokal enstiti a, yo dezame ajan sekirite yo epi yo piye lokal la.

Yo pote ale menm bèt ki te nan fèm enstiti an, vòlè yo te itilize kamyon an ak pick-up lekòl. Erezman pa gen moun ki pèdi lavi yo. Tout timoun ki te viv sèn malouk sa a, yo te transpòte yo nan yon lòt andwa.

Enstiti Monfò te fonde nan lane 1957, se pitit fi Sajès yo ki edike, pran swen timoun soudbèbè ak soud-avèg an Ayiti yo.

Konsèy Prezidansyèl Tranzisyon an fè yon pwen

Lè Konsèy Prezidansyèl la ap fè tenten n ap kritike l karebare, men lè l fè yon aksyon ki bon, nou dwe bat bravo pou li menmlè nou konnen se yon bann vakabon ki chita nan tèt leta peyi a.

Prezidan Luis Abinader te envite Konsèy Prezidansyèl la pou l te kab al imilye l nan inogirasyon jou vandredi 16 out k ap vini la a menmjan li te fè prezidan Jovenel Moise lè l ta kòmanse premye manda li. Enben, Konsèy Prezidansyèl Tranzisyon an, refize envitasyon an, yo chwazi pa al patisipe nan envestiti prezidan rasis, ki pa vle wè Ayisyen yo rele Abinader la.


Konsèy Prezidansyèl Tranzisyon an, refize envitasyon pou l t al patisipe nan envestiti Abinader

Militan Marcelin Myrtil (Arab) jwenn liberasyon l


Arab ak youn nan avoka l yo fenk soti devan Jij ki libere l la

Se jodi madi 13 out 2024 la, militan popilè Marcelin Myrtil alyas "Arab" ki te viktim anba men konmisè gouvènman reyaksyonè ki t ap sèvi Ariel Henry yo te finalman jwenn liberasyon l. Yo te arete l nan mwa fevriye 2024 Okay. Lè prison Penitansye Nasyonal te kraze a li te sòti tankou anpil lòt prizonye, plizyè milye prizonye te chape pou l yo.

Se konsa lapolis ta pral arete l ankò dimanch 7 jiyè 2024 nan Dèlma. Anpil moun t ap mande liberasyon Arab la.

Lettre au Premier ministre Garry Conille : la solidarité dans la malversation ne peut pas être tolérée !



Dans une lettre datée du 8 août 2024, le Premier Ministre Garry Conille, a mis fin aux fonctions de Raoul Pascal Pierre-Louis en tant que Président du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de Crédit (BNC)

Par Sonet SAINT-LOUIS

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur Raoul Pierre-Louis a accueilli avec une profonde surprise votre lettre lui annonçant la cessation de ses fonctions en tant que président du Conseil d'administration de la Banque nationale de crédit. Cette décision répond, dit-on, à l'injonction du Conseiller présidentiel Fritz Alfonse Jean, qui a prescrit à la Banque nationale de la République d'Haïti de constituer une commission pour prendre les rênes de la BNC. Cette manœuvre stratégique intervient après que le Conseil présidentiel, désormais paralysé par des conflits d'intérêts personnels, a échoué à désigner une nouvelle équipe à la tête de cette institution financière d'État, dont la solvabilité et la solidarité financière sont pourtant solidement établies par les audits de la Banque centrale.

Personne n'est dupe : la faillite orchestrée de la Banque nationale de crédit est le fruit d'une stratégie méticuleusement planifiée. Il y a quelques semaines, Jean-Charles Moise, leader du parti politique Pitit Desalin, dont le représentant au Conseil est impliqué dans le scandale de la BNC, a publiquement affirmé que l'institution financière étatique est en faillite. La question se pose désormais : la demande de paiement formulée par M. Emmanuel Vertilaire envers M. Pierre-Louis ainsi que les manœuvres et intimidations judiciaires qui en ont découlé visent-elles délibérément à précipiter la banqueroute de la BNC ?

Les informations essentielles que les citoyens doivent retenir sont les suivantes : au cours des quatre dernières années, les données financières de la BNC sont non seulement solides, mais elles témoignent également d'une performance et d'une efficacité remarquables. Cette institution financière est en pleine croissance et génère des bénéfices chaque année, tout en versant des dividendes à l'État central. La BNC maintient un portefeuille de haute qualité et renforce constamment sa capitalisation. Les rapports réguliers de la Banque centrale mettent en évidence une amélioration continue de ses marges bénéficiaires, confirmant ainsi la robustesse et la rentabilité de l'institution.



La Banque Nationale de Crédit (BNC) succursale de la Rue Pavée

Il est important de préciser que la décision d'instaurer une commission pour gérer la Banque nationale de crédit (BNC) est en contradiction avec la législation en vigueur. Selon la loi de 2012, la Banque centrale ne peut recourir à une telle mesure que dans le cas de faillite d'une banque d'État. Les conseillers présidentiels, en demandant la mise en place de cette commission, agissent en dehors des prérogatives légales de la Banque centrale.

Cette situation est extrêmement préoccupante car elle expose l'institution à des risques juridiques et financiers majeurs. En agissant de la sorte, nous mettons en danger non seulement l'intégrité de la Banque centrale, mais aussi la stabilité financière nationale. Les répercussions peuvent être sérieuses : d'une part, elles peuvent nuire à la gouvernance interne et à la gestion des ressources ; d'autre part, elles risquent de détériorer la confiance des investisseurs et des partenaires internationaux. Il est essentiel d'agir avec prudence pour éviter de graves conséquences à la fois sur le plan interne et externe.

Il est impératif que toutes les décisions relatives à la gestion de la BNC soient conformes aux dispositions légales en vigueur. Respecter ces règles est essentiel pour maintenir la stabilité et la crédibilité de notre système financier. Tout écart pourrait compromettre notre intégrité financière. La Banque nationale de crédit ne fait face à aucune crise financière et continue d'honorer toutes ses obligations. Il est donc injustifié d'envisager la nomination d'une commission à sa tête. Cette banque est en réalité un atout précieux pour l'État, grâce à sa rentabilité et ses contributions financières positives.

Il semble qu'il y ait derrière ces tentatives de déstabilisation une manœuvre grossière que nous devons dénoncer. Certains politiciens, mus par une soif insatiable de pouvoir et d'argent, cherchent à manipuler la situation en dehors de tout contrôle démocratique. Cependant, il est essentiel de rappeler qu'il existe des limites à l'indécence. Pourquoi donc vouloir créer une crise au sein d'une institution financière qui, jusqu'à présent, fonctionne efficacement et profite à l'État ? Force est de se demander quelles forces obscures se cachent derrière cette stratégie. Qui sont les groupes mafieux ou les intérêts souterrains qui pourraient être impliqués dans cette tentative de capturer l'État et ses ressources ?

En décidant de révoquer Monsieur Raoul Pierre-Louis dans le contexte actuel, et sous la pression de conseillers présidentiels, vous envoyez un message inquiétant. Ce geste semble récompenser la corruption et le détournement de fonds au lieu de promouvoir l'intégrité et la transparence au sein de l'administration publique haïtienne. Monsieur Pierre-Louis a eu le courage de dénoncer des pratiques douteuses. Sa révocation pourrait être perçue comme une tentative de faire taire les voix qui s'élèvent contre la corruption, ce qui va à l'encontre de la justice et de la responsabilité. En favorisant la protection des corrompus et des corrupteurs, vous créez un précédent dangereux qui pourrait éroder la confiance du public dans nos institutions financières et gouvernementales. La corruption est un fléau mondial et n'a pas de frontières. Les individus impliqués dans des pratiques illégales doivent être tenus responsables, où qu'ils se trouvent. La solidarité dans la malversation ne peut pas être tolérée, et les efforts pour lutter contre cette corruption ne doivent pas faiblir.

Nous appelons donc à une réévaluation de cette décision et à un engagement clair en faveur de la transparence et de la justice. Les citoyens haïtiens méritent un gouvernement qui défend la vérité et l'intégrité plutôt que de protéger les intérêts des malfaiteurs. Le processus visant à établir la vérité judiciaire est désormais en marche. Une enquête a été lancée pour déterminer les circonstances entourant l'affaire de la BNC. Cette enquête a été initiée suite à la correspondance que M. Pierre-Louis vous a adressée et que vous avez transmise à la direction de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC). En accomplissant cet acte, vous avez engagé l'administration de l'État à poursuivre les trois conseillers impliqués. Il est désormais impossible de faire marche arrière. L'enquête de l'ULCC entraînera nécessairement des poursuites. Ainsi, aucune manœuvre politicienne ne pourra stopper cette procédure.



Premier ministre Dr Garry Conille et le conseiller présidentiel Dr. Louis Gérald Gilles, quelle solidarité dans la corruption !

M. Pierre-Louis, en tant que dénonciateur, est légalement protégé par des lois nationales et des conventions internationales. En écartant M. Pierre-Louis de la présidence de la BNC, l'État haïtien met en péril sa sécurité et sa protection. Cette décision semble directement liée aux faits qu'il a dénoncés, ce qui pose un problème grave. Les lois haïtiennes et la Convention des Nations Unies sur la prévention et la répression du crime de corruption obligent l'État à assurer la protection des dénonciateurs, des témoins, ainsi que de leur famille et de leur environnement professionnel. En ne respectant pas ces obligations, l'État haïtien non seulement faillit à ses engagements internationaux, mais montre aussi un manque de compétence et de sérieux dans la lutte contre la corruption. Écarter M. Pierre-Louis de cette manière, c'est en réalité le livrer à des risques accrus et donner un signal inquiétant quant à la protection des personnes qui luttent contre la corruption. Il est donc crucial que l'État haïtien réévalue cette décision et mette en place des mesures de protection adéquates pour M. Pierre-Louis, conformément aux normes internationales et aux engagements légaux.

La mise à pied de M. Raoul Pierre-Louis, sous la pression des conseillers présidentiels eux-mêmes en infraction avec l'article 33 du décret portant création du Conseil présidentiel, démontre clairement que cette équipe gouvernante constitue une coalition hors-la-loi. Cette décision contredit de manière éloquente votre engagement à combattre la corruption dans l'administration de l'État et jette un doute sérieux sur la validité de vos actions en la matière. En effet, pour la poursuite de l'enquête, il est légitime de se demander comment M. Pierre-Louis pourrait participer à ce processus sans craindre pour sa vie ainsi que celle de son avocat. La révocation de M. Pierre-Louis par simple lettre, alors qu'il avait été nommé par arrêté présidentiel, constitue un acte extrêmement problématique. Cette décision crée un climat de traumatisme qui nuit à l'enquête en cours ainsi qu'aux potentiels dénonciateurs et témoins. En agissant ainsi, vous franchissez une ligne rouge, offrant une couverture à ceux qui se livrent au crime organisé.



De gauche à droite les trois membres du Conseil Présidentiel accusés de corruption, Smith Augustin, M. Emmanuel Vertilaire et Dr Louis Gérald Gilles

Face à cette situation, il est impératif de revenir sur la décision de licencier M. Raoul Pierre-Louis de son poste à la tête de la Banque nationale de crédit. Son maintien dans cette fonction est crucial non seulement pour la poursuite effective de l'enquête, mais aussi pour garantir le respect de ses droits constitutionnels. Vous devez rectifier cette décision pour assurer la justice et la sécurité dans cette affaire.

Avec respect et civilités,
Sonet SAINT-LOUIS, av.

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Diego Da Rin, de l'International Crisis Group

Par Catherine Charlemagne

(17[e] partie)

L'exil involontaire d'Ariel Henry n'a rien changé. Haïti continue de patauger dans l'insécurité et la population d'être démuni. Les nouvelles autorités ont beaucoup de mal à s'installer efficacement dans les fauteuils des ministères. Le Président du CPT, Edgard Leblanc Fils, constamment encadré par ses mousquetaires de Conseillers Présidentiels, tourne en rond. Il sait qu'il est épié et est sous la vigilance des autres parties prenantes qui ont une élection à gagner. La formation du gouvernement a été un casse-tête pour le successeur d'Ariel Henry. Si Dr Garry Conille, certes placé par la Communauté internationale, particulièrement les Etats-Unis, avait la latitude pour former son Cabinet ministériel, n'empêche qu'il n'avait pas tous les champs libres comme il en fut pour son lointain prédécesseur, le feu Gérard Latortue. Le feu Président provisoire de la République, Me Boniface Alexandre, n'était qu'un simple Président de la Cour de cassation, il n'avait pas la carrure politique de ces 9 Conseillers présidentiels.

De ce fait, entre ces deux chefs de gouvernement intérimaire - Latortue et Conille - la marge politique est assez spacieuse même si les deux avaient été des créatures de la Communauté internationale qui savait qu'elle avait en face d'elle des politiciens retors, des vieux routiers de la politique haïtienne, des vieux briscards qui n'ont peur de rien et sont capables de tout faire foirer, quitte à tout perdre. De cette réalité, le Premier ministre Garry Conille avait mis du temps, beaucoup de temps, avant de prendre sa marque et a fini par constituer le gouvernement avec un accord minima du CPT après d'âpres négociations sur chacun des récipiendaires. Une manœuvre qui a beaucoup retardé, en fin de compte, l'arrivée des troupes étrangères, car la stabilité gouvernementale a toujours été la condition sine quoi non de tous les participants à la mission avant que la Maison Blanche ne donne le *« GO »* pour le déparquement. Même les ONGs (Organisations Non Gouvernementales) qui soutenaient depuis le début l'envoi d'une Force multinationale en Haïti, étaient assez prudentes.

Elles pensaient aussi qu'il faut de la stabilité politique afin de permettre aux autorités haïtiennes de gérer la problématique sécuritaire dans le pays. Une ONG comme International Crisis Group l'avait souligné dès le départ. Mais, avec le processus qui était sur le point de s'achever, ses responsables reviennent à la charge pour mettre en garde les deux principales parties prenantes de toute cette affaire : la Communauté internationale et bien évidemment, le gouvernement haïtien. L'un des dirigeants de l'International Crisis Group, Diego Da Rin, était l'invité d'un média haïtien le mardi 21 mai 2024. Celui-ci n'avait pas employé la langue de bois pour définir en quelque sorte le rôle de la mission qui s'apprêtait à être déployée sur le sol haïtien. Lors de son intervention sur radio *Magik9* à Port-au-Prince ce 21 mai, Diego Da Rin s'employait à dire que *« Le mandat de la mission (MMAS) est ponctuel : soutenir la police pour l'aider à planifier et à conduire des opérations contre les gangs, ainsi qu'à protéger des infrastructures critiques afin de rétablir la sécurité et de créer un environnement propice à la tenue des élections. La mission de sécurité ne vient pas résoudre les problèmes d'Haïti ; elle vient aider la police à restaurer la sécurité. Il est crucial qu'en même temps les autorités haïtiennes, avec le soutien de la Communauté internationale, s'attaquent aux autres crises qui se superposent à la crise d'insécurité (…) La MMAS va permettre un certain répit au niveau de la sécurité en Haïti. Mais en parallèle avec les efforts pour rétablir la sécurité, il faudra énormément d'efforts et de collaboration de la Communauté internationale pour permettre au gouvernement de transition et ensuite aux autorités élues de traiter les différents problèmes qui s'ajoutent à la crise de sécurité. Nous avons toutes les raisons de croire que la mission va, cette fois-ci, commencer à être déployée.*

Un groupe restreint d'une dizaine de responsables importants du Kenya, dont le commandant de la force, est arrivé à Port-au-Prince pour évaluer l'état des lieux et la préparation de cette base en construction destinée à héberger le personnel de la mission. Ce premier groupe prépare le commencement du déploiement des forces kényanes. Un contingent caribéen, entraîné par les forces armées canadiennes à la Jamaïque, est prêt à être déployé, soit un peu plus de 300 officiers (…) Nous recommandons fortement avec ce changement de situation, que la menace d'opération soit utilisée comme un moyen de dissuasion. Il s'agit de présenter les effectifs, les engins et les équipements, supérieurs à ceux des gangs, non pas pour provoquer des confrontations, mais pour encourager les gangs à adopter une position non conflictuelle face à une force beaucoup plus puissante. Bien sûr, on ne peut parler d'amnistie. Les gangs ont commis, pendant des années, des crimes d'une telle atrocité contre la population. Les Haïtiens sont catégoriques, ils sont opposés à toute velléité d'amnistie en faveur des gangs et de leurs parrains.

Mais il faut tout au moins que les autorités haïtiennes considèrent le fait que l'élimination ou l'arrestation des principaux chefs de gangs n'assurera pas que ces groupes, n'émergeront pas à l'avenir, d'autant que le système judiciaire est assez dysfonctionnel. Donc, il ne sera pas en mesure de traiter des centaines, voire des milliers de dossiers une fois que la PNH, avec l'aide de la MMAS, commencera à arrêter les membres de gangs (…) ». Le 25 mai 2024, au moment où il devait quitter le territoire américain, le Président Ruto qui était très sollicité sur le dossier kenyan en Haïti avait livré certaines informations qui laissaient croire que l'intervention était bel et bien retardée pour diverses raisons. Mais celui-ci se faisait plus précis dans son interview avec la télévision anglaise, la très renommée *The BBC World*. Afin d'enlever tout le doute et les spéculations sur la date du déploiement, l'invité du Président Joe Biden tenait à dire ceci *« Une équipe de planification de haut niveau était déjà en Haïti et elle avait rencontré la police pour prendre des dispositions avant le déploiement des troupes kényanes. Cela nous donnera une idée de la situation sur le terrain, des capacités disponibles et de l'infrastructure qui a été mise en place.*

Une fois que tout soit réglé sur le terrain pour démarrer la mission, les forces kényanes pourront se déployer. Pour le moment, nous constatons quelques manquements en terme de logistique américaine : manque de véhicules blindés pour déplacer les troupes, retard dans les livraisons, manque de radios et d'équipements de communication, d'armes et d'autres choses dont la mission a besoin dès le début. De plus, la mission doit également disposer d'hélicoptères pour évacuer les blessés potentiels du pays, la plupart des hôpitaux étant dysfonctionnels ou fermés en Haïti, enfin, les bâtiments devant héberger la Mission et ses effectifs, selon les informations, seraient toujours en cours de construction par les États-Unis et seraient achevés à environ 70 % ».

C'est à ne rien comprendre! Au moment même où le chef de l'État fait cette déclaration, il savait que les Etats-Unis lui avaient promis un certain nombre d'équipements militaires pour l'armée kenyane. En effet, tout juste après la conférence de presse commune tenue à Washington, un communiqué émanant de la Maison Blanche datant du 25 mai 2024 avait annoncé que les Etats-Unis, en soutien au gouvernement kenyan, ont fait don à la République du Kenya de 150 véhicules blindés et de 16 hélicoptères de différents types. 8 MD-500 polyvalents pour manœuvre, attaque et assaut et 8 autres Huey modèle léger et rapide pour surveillance. Tous ces matériels militaires devraient être acheminés fin septembre début octobre de cette année. Les mauvaises langues disent que pendant que Washington faisait des cadeaux à Nairobi en matière d'armement, Port-au-Prince, elle, se demandait à quel saint se vouer tant la police de la ville, faute d'équipements adéquats, prenait la fuite devant l'avancée des groupes armés qui sont mieux équipés en armes et en munitions que les forces de l'ordre dont le seul espoir qu'ils ont de la part des autorités gouvernementales demeure : attendre l'arrivée des premiers contingents militaires de la Mission Multinationale.

Une mission d'appui à la sécurité commandée justement par le Kenya qui a déjà glané beaucoup de choses auprès de Washington depuis que ses dirigeants ont accepté de conduire la coalition internationale. Aux derniers jours du mois de mai, rien n'était fait. Les kenyans et les autres d'ailleurs, mêmes s'ils étaient aux avant-postes en Jamaïque, patientaient. Ils attendaient fusils aux pieds le *« GO »* de l'Oncle Sam pour que le Kenya lance l'armada du débarquement. Les deux premières semaines du mois de juin 2024 ont été comme le mois précédent. Chacun avançait une date d'arrivée. Mais, en vérité, personne ne savait rien. Personne n'était dans la confidence. Seule la Maison Blanche, le Département d'État et le Pentagone détenaient la clé du déploiement. Entre-temps, les nouvelles autorités haïtiennes, le CPT et le nouveau chef du gouvernement intérimaire, Garry Conille, s'impatientaient eux aussi en mangeant leurs ongles. Faute de moyens, ils ne pouvaient rien entreprendre en matière de rétablissement de l'ordre public non seulement dans la capitale et ses périphéries : Croix-des-Bouquets, Carrefour, Mariani, la Plaine, Torcelle, etc. complètement sous le contrôle des gangs, mais aussi dans le département de l'Artibonite où les gangs avaient chassé tous les policiers de la commune de Petite-Rivière-de-l'Artibonite et mis le feu au Commissariat de la ville. Les deux premières semaines du mois de juin 2024 ont été, comme on dit dans le jargon ou le langage diplomatique, deux semaines blanches, c'est-à-dire, deux semaines durant lesquelles il ne se passait pas grand chose. Certes, le samedi 1[er] juin 2024, le chef de l'État kenyan, William Ruto, avait révélé qu'il a reçu la veille le Rapport de la dernière mission d'évaluation qui s'était rendue en Haïti au cours du mois de mai en vue du déploiement de la mission. Mais, sur son compte X où il faisait l'annonce, il ne donnait pas d'autres informations pouvant laisser croire que le départ des troupes était imminent.

William Ruto s'était contenté d'écrire : *« Compte tenu du rôle de leader qui sera assuré par le Kenya dans la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) mandatée par le Conseil de sécurité des Nations-Unies, j'ai reçu une évaluation complète de l'équipe qui a entrepris une mission d'évaluation pour vérifier l'état de préparation au déploiement de nos officiers. Je suis convaincu que le mandat de la Résolution 2699 (2023) du Conseil de sécurité des Nations-Unies sera réalisé »*. Le Président kenyan avait néanmoins indiqué qu'au moment de prendre connaissance du Rapport, il était en compagnie de son ministre de la Défense, monsieur Aden Duale, qui supervise l'opération depuis Nairobi. Par ailleurs, William Ruto avait laissé entendre que les deux Républiques - Haïti et le Kenya - devraient s'accorder sur les règlements d'engagement et sur le statut de la mission avant l'arrivée des premières troupes kenyanes à Port-au-Prince.

Dans la même semaine, les autorités dominicaines qui, peut-être, étaient mieux informées que leurs homologues haïtiens sur le déroulement de la mission, avaient décidé, d'après Santo Domingo, la capitale de la République dominicaine, de renforcer les effectifs militaires à la frontière entre les deux pays en perspective du déploiement imminent des militaires étrangers sur le territoire haïtien. 1100 soldats dominicains supplémentaires avaient été déployés sur diverses sections de la frontière. Jimani, Dajabon, Pedernales et Elias Pinas ont vu leurs effectifs augmenter durant la première semaine du mois de juin, selon le général Carlos Antonio Fernandez Onofre, chef d'État-major général des forces armées dominicaines. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement du rôle de leadership du Kenya dans la mission, Washington a favorisé l'intégration de cet État de l'Est africain dans l'Organisation des États Américains (OEA). Officiellement, c'est Nairobi qui avait sollicité un siège d'observateur au sein de cette organisation hémisphérique, loin, très loin du continent africain, afin, selon les dirigeants kenyans, de mieux travailler et collaborer avec les autres États du continent américain dans la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti. Une demande qui a été acceptée sans trop de souci le mercredi 5 juin 2024 lors d'une Session spéciale du Conseil permanent de l'OEA à la demande du Kenya.



Le président français Emmanuel Macron avec son homologue kenyan William Ruto lors du sommet du G7 dans les Pouilles, en Italie, le 14 juin 2024.Photo : PCS

En clair, depuis le 5 juin 2024, le pays de William Ruto est devenu membre observateur de l'Organisation des États Américains. Avec ce statut de membre de cette organisation Panaméricaine, le Kenya pourra bénéficier de tous les soutiens juridiques, diplomatiques, militaires et financiers pour exercer sa mission dans les Caraïbes et en Amérique latine. Face à l'évidence du débarquement, c'est l'ONG Amnesty International qui a alerté, le mardi 4 juin 2024, sur le manque de transparence et de garanties en matière de droits humains de la MMAS. D'après les responsables de cette ONG mondialement connue pour sa lutte en faveur des droits humains, les promoteurs de la mission ne donnent pas assez d'informations sur cet aspect. Or, selon la Directrice pour les Amériques de l'Amnesty International, Ana Piquer, *« Il est impératif de veiller à ce que toute*

suite à la page(18)

BNC-CPT Saga: Pierre-louis and His Board Dismissed by Haitian Prime Minister Conille

Two weeks after alleging that three CPT members tried to bribe him, the chairman of Haiti's National Bank of Credit and his board of directors are fired



The outgoing Board of Directors of the National of Credit (BNC) installed on February 9, 2021. From left to right: Eric Francois, Member; Guy Marie Caseneuve, Vice-President; Ivicat Pierre, Managing Director; Raoul Pascal Pierre-Louis, President; Pierre Alès Bazile, Member

by Jose Flécher

Raoul Pascal Pierre-Louis, president of Haiti's National Bank of Credit (BNC), was dismissed from his position by Haitian Prime Minister Garry Conille. The Prime Minister's Office officially informed Pierre-Louis of the transition government's decision to let him go in a letter dated Aug. 8.

The firing of the BNC chairman occurred two weeks after he claimed to be the subject of a 100 million gourde (approximately USD $758,000) extortion attempt by presidential councilors Louis Gérald Gilles, Smith Augustin, and Emmanuel Vertilaire.

Conille did not apparently wait for the conclusion of an investigation into the matter led by the Anti-Corruption Unit (ULCC) to terminate Pierre-Louis. The BNC chairman was heard by ULCC investigators on Aug. 5, and three days later, he was dismissed from his position. However, the government has not specified if this decision was motivated by what was revealed during Pierre-Louis' hearing or other substantiated information about the allegations.

"It has been decided to terminate your duties as chairman of the Board of Directors of the BNC," states the letter signed by the prime minister, head of the transition government.

Pierre-Louis, now a former senior government official, has not yet been replaced. However, everything indicates that a new interim board may be installed as soon as Tuesday in accordance with what was asked of Haiti's central bank, the Bank of the Republic of Haiti (BRH) — the regulator of the country's financial system. The government has instructed the BRH governing body to take the necessary measures to fill the void at the BNC while waiting for a new board to be appointed and installed.

"I hereby inform you that by decision of the government, the regulator of the financial system, which is the Bank of the Republic of Haiti (BRH), has been asked to set up a management committee at the National Bank of Credit (BNC), pending the appointment and installation of a new Board of Directors," reads the first paragraph of Conille's letter.

Woe to the man who caused the scandal

Haitians are in the dark about the allegations of bribery against the three Transitional Presidential Council (CPT) members. Has this actually happened or is it a baseless accusation, as the accused put it, attempting to tarnish their image? For the moment, it is completely unclear. What is certain is that two of the three accused presidential councilors have demanded that evidence of their involvement in this affair be produced. To date, no evidence has been brought to light. But the suspicion of corruption remains, and the first to lose his job is the whistle blower.

It is as if to say: woe to the man who caused the scandal. Pierre-Louis seems to be paying a high price. However, he is not the only one in this saga. Several political groups, including those with representatives on the CPT, are demanding precautionary measures against Gilles, Augustin, and Vertilaire.

In a letter addressed to the CPT's president, Edgar Leblanc Fils, the Monitoring Office (BSA) of the Agreement of Aug. 30, 2021, also known as the Montana Agreement, and the Collective of Political Parties of January 30 have taken the lead and asked Leblanc to act in this direction.

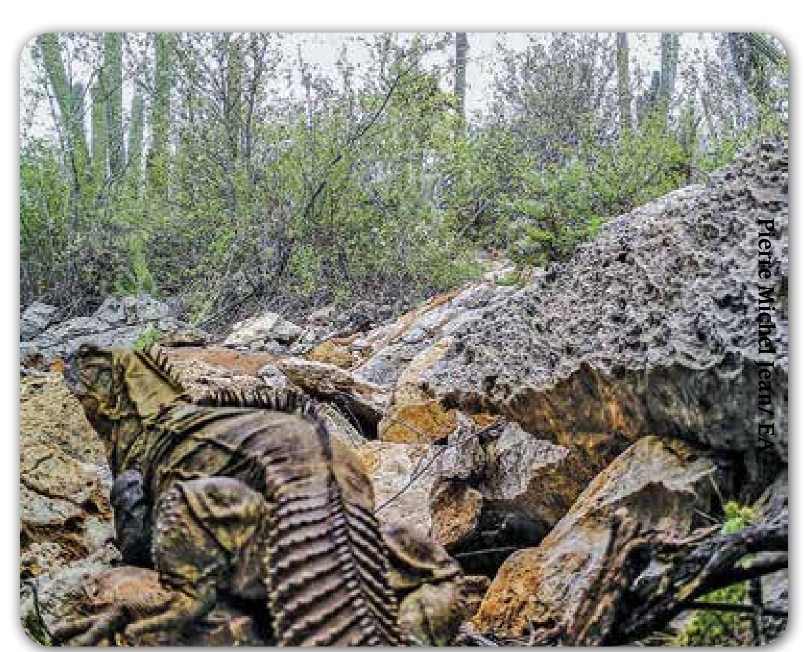
"This measure will allow justice to serenely follow its course, restore the confidence of the Haitian people in the presidency, symbolized today by the Presidential

suite à la page(16)

Endangered species of endemic lizards at Parc Cacique Henri in Anse-à-Pitres

The rhinoceros iguana and the ricord iguana are two endemic lizard species discovered in the Cacique Henri Communal Park in Anse-à-Pitres, in Haiti's south-eastern department. They are threatened by activities linked to free-range farming, deforestation, abusive land use, and human hunting for sale or consumption.

by Pierre Michel Jean and Milo Milfort



A large iguana in Cacique Henri Communal Park in Anse-à-Pitres

The Cacique Henri Communal Nature Park is located on Haiti's southern border with the Dominican Republic. This area, between Anse-à-Pitres (Haiti) and Pedernales (Dominican Republic), was declared a protected area by order of the municipal authorities in March 2014 due to its importance for biodiversity. It is home to the *cyclura cornuta* (rhinoceros iguana) and *cyclura ricordi* (ricord's iguana).

"One is known locally as the '*leza rikò*' or '*leza miske,*'" says René Jeune, wearing a yellow T-shirt, faded blue jeans, and a pink suitcase on his back. "The other is called '*leza akòn*.'"

Jeune is a field technician who serves as our guide to "*Kase Dan*" [Break Your Teeth] a locality in Anse-à-Pitres, where part of Cacique Henri Park is located.

"They come out this way when the eggs have hatched underground. You can see five or six lizards emerge from the hole at the same time," he says as he shows us, using a wooden perch in an ancient niche for these species, made up of a myriad of small intertwined tree branches.



An animal enclosure inside the Parc Communal Cacique Henry

This scene may soon be a thing of the past. The rhinoceros iguana and the ricord iguana, two species endemic to Quisqueya Island, are threatened in Haiti. They are among the nine iguana species surveyed worldwide in 2017 by the International Iguana Foundation.

"This is the fruit they eat. This is the inner part they eat. Inside, there are countless little seeds," René tells us, as he cuts the fruit into pieces. "There's a big iguana that's been here. You can see the width of the trace left by the tail. It passed through here, then it seems to be heading back towards this area," he points, trying to retrace the trajectory.

This member of the volunteer conservation team at the Cacique Henri Communal Nature Park is passionate about iguana movements. His phone and special yellow marker help him immortalize the moments they consider unique. "The fact that iguanas are a bit rare, when you find the trace of a tail that big, which you don't find easily, you're obliged to mark the spot so you can remember exactly where you'd found it," René says.



Cacique Henri Park.

The Anse-à-Pitres dry forest, a natural treasure

The *Parc Communal Cacique Henri* is one of Haiti's dry forests. However, in this area, deforestation is the law, leaving a washed-out, weakened, and terrifying landscape in its wake. "Since the colony [of Saint-Domingue], the area has always been a dry forest. In these types of spaces, there's a biological biodiversity that's unique to them. This habitat has other species of animals, plants, and caves that are quite interesting. They all play an important role in the environment. Because it's a dry forest, it shouldn't be neglected," stresses Jean-Marry Exantus, a doctor in tropical ecology. According to him, several other species of animal and plant, globally threatened in the country, can be found there.

"There's a palm tree I observed in Anse-à-Pitres. There are endemic birds considered threatened that we observe in the dry forest. This kind of attention would be very useful. These are our riches. What we have in the way of endemic species adds value to us, presenting the country in a different way on a global scale," he stresses.

In recent years, the Park has found itself in the spotlight. Naturalists, working in conjunction with organizations in the Dominican

suite à la page(15)

LES ÉNIGMES DE LA POLITIQUE AU BANGLADESH



Des manifestants se rassemblent devant le bureau du Premier ministre après la démission de Sheikh Hasina. Photo : Md Joni Hossain / Wikimedia Commons

Par Vijay Prashad

Un grand mouvement de protestation a conduit à l'éviction de la Première ministre Sheikh Hasina. Prix Nobel de Paix et pionnier du microcrédit, Muhammad Yunus a pris la tête d'un gouvernement intérimaire devant conduire à de nouvelles élections. Quelles sont les raisons de cette crise politique ? Quelles sont les forces en jeu ? Quid du contexte international pour ce pays qui compte le deuxième PIB de l'Asie du Sud-Est ? (I'A)

Le lundi 5 août, l'ancienne Première ministre Sheikh Hasina a embarqué précipitamment à bord d'un avion de transport militaire C-130J de l'armée de l'air du Bangladesh et s'est enfuie vers la base aérienne de Hindon, à l'extérieur de Delhi. Son avion a été ravitaillé et, selon certaines informations, elle avait l'intention de se rendre au Royaume-Uni (sa nièce Tulip Siddiq est ministre dans le nouveau gouvernement travailliste), en Finlande (son neveu Radwan Mujib Siddiq est marié à une ressortissante finlandaise) ou aux États-Unis (son fils Sajeeb Wajed Joy possède la double nationalité bangladaise et américaine). Plus tôt dans la journée, le chef de l'armée, Waker uz-Zaman, avait informé l'ex-Première ministre qu'il prenait les choses en main et qu'il allait créer un gouvernement intérimaire pour organiser de futures élections. Waker uz-Zaman occupe son poste depuis six semaines et il est parent par alliance de Sheikh Hasina.

Dans l'histoire du Bangladesh, Sheikh Hasina est celle qui a occupé le plus longtemps les fonctions de Premier ministre. D'abord de 1996 à 2001, puis de 2009 à 2024. Soit 20 ans au total. Cette longévité contraste fortement avec celle de son père, Sheikh Mujib, assassiné en 1975 après avoir passé quatre ans au pouvoir. De même, le général Ziaur Rahman a été assassiné en 1981 après avoir dirigé le pays pendant six années. Dans une scène qui rappelle la fin du règne de Mahinda Rajapaksa au Sri Lanka, des milliers de manifestants en liesse ont franchi les portes de Ganabhaban, la résidence officielle du Premier ministre, et se sont emparés de tout ce qu'ils ont pu trouver.

Tanzim Wahab, photographe et conservateur en chef de la Bengal Foundation, m'a dit : "Lorsque [les masses] prennent d'assaut le palais et s'emparent de cygnes, de machines elliptiques et de canapés rouges de luxe, vous pouvez ressentir le niveau de fureur de la classe subalterne qui s'est accumulée contre un régime rapace". Les célébrations se sont multipliées dans tout le Bangladesh, accompagnées d'attaques contre les bâtiments des chaînes de télévision privées et publiques. Et les résidences luxueuses des ministres ont été la cible d'incendies criminels. Plusieurs dirigeants locaux de la Ligue Awami, le parti de Sheikh Hasina, ont déjà été tués. C'est le cas notamment de Mohsin Reza, président d'une section locale du parti ; il a été battu à mort à Khulna.

La situation au Bangladesh reste instable, mais elle s'installe rapidement dans une formule familière, celle d'un "gouvernement intérimaire" qui organisera de nouvelles élections. La violence politique au Bangladesh n'est pas inhabituelle, puisqu'elle existe depuis la naissance du pays en 1971. En fait, si Sheikh Hasina a réagi si vivement aux critiques et aux protestations, c'est notamment parce qu'elle craignait de voir se reproduire ce qu'elle a connu dans sa jeunesse. Son père, Sheikh Mujibur Rahman (1920-1975), figure de l'indépendance, a été assassiné lors d'un coup d'État le 15 août 1975, avec la plupart des membres de sa famille. Sheikh Hasina et sa sœur ont survécu parce qu'elles se trouvaient en Allemagne à l'époque – les deux sœurs ont d'ailleurs fui le Bangladesh ensemble dans le même hélicoptère cette semaine. Elle-même a été victime de multiples tentatives d'assassinat, dont une attaque à la grenade en 2004 qui l'a laissée avec un problème d'audition. C'est pourquoi, jusqu'à 45 minutes avant son départ, elle a souhaité que l'armée agisse à nouveau avec force contre les foules qui s'amassaient.

Cependant, l'armée a compris la situation. Il était temps pour la Première ministre de partir. La lutte pour savoir qui profitera de la destitution de Shiekh Hasina est déjà lancée.

L'ancienne Première ministre Sheikh Hasina. Il était temps pour la Première ministre de partir

D'un côté, il y a les étudiants, menés par le Bangladesh Student Uprising Central Committee (comité central du soulèvement des étudiants du Bangladesh), composé d'environ 158 cadres et de six porte-parole. Le porte-parole principal, Nahid Islam, a clairement exprimé le point de vue des étudiants : "Tout autre gouvernement que celui que nous avons recommandé ne sera pas accepté. Nous ne trahirons pas le sang versé par les martyrs pour notre cause. Nous créerons un nouveau Bangladesh démocratique basé sur la promesse de conditions de vie sures, la justice sociale et un nouveau paysage politique." De l'autre côté, on trouve l'armée et les forces politiques d'opposition (y compris le principal parti d'opposition, le Bangladesh National Party, le parti islamiste Bangladesh Jamaat-e-Islami, et le petit parti de gauche Ganosamhati Andolan). Les premières réunions de l'armée ont eu lieu avec ces partis d'opposition, mais le tollé général suscité par l'effacement du mouvement étudiant a contraint l'armée à rencontrer le comité central des étudiants et à écouter leurs principales revendications.

Il existe une habitude appelée polti khawa ou "changer le maillot de l'équipe au milieu d'un match de football" qui prévaut au Bangladesh, l'armée jouant l'arbitre. Ce slogan est aujourd'hui utilisé dans le discours public pour attirer l'attention sur toute tentative de l'armée d'imposer un simple changement de maillot alors que les étudiants réclament un changement complet des règles du jeu. Conscients de cette situation, les militaires ont accepté la demande des étudiants que le nouveau gouvernement soit dirigé par l'économiste Muhammad Yunus, le seul lauréat du prix Nobel au Bangladesh. En tant que fondateur du mouvement du microcrédit et promoteur du "social business", Yunus était auparavant considéré comme un phénomène relevant principalement du monde néolibéral des ONG. Mais le gouvernement Hasina a mené une implacable vendetta contre lui lors de la dernière décennie. Et Yusuf s'est exprimé en faveur du mouvement étudiant. Si bien qu'il apparaît aujourd'hui comme une figure « tutélaire » pour les manifestants. Et bien que ses politiques néolibérales d'austérité soient en contradiction avec leur principale revendication – l'emploi – Yusuf est considéré comme une figure de proue par les étudiants.

Les étudiants, des acteurs-clés

Déjà avant l'indépendance et malgré le caractère rural de la région, les zones urbaines, en particulier Dhaka, ont toujours été l'épicentre de la politique bangladaise. Et si d'autres forces politiques sont entrées dans l'arène, les étudiants restent des acteurs clés au Bangladesh. L'une des premières protestations dans le Pakistan postcolonial a été le mouvement linguistique (bhasha andolan) qui a émergé de l'université de Dhaka, où les dirigeants étudiants ont été tués au cours d'une agitation en 1952 (ils sont commémorés dans le Shaheed Minar ou pilier des martyrs, à Dhaka). Les étudiants sont devenus un élément clé de la lutte pour la libération du Pakistan en 1971, raison pour laquelle l'armée pakistanaise a ciblé les universités dans le cadre de l'opération Searchlight qui a donné lieu à des massacres d'étudiants activistes. Les partis politiques qui ont émergé au Bangladesh après 1971 se sont développés en grande partie grâce à leurs ailes estudiantines : la Bangladesh Chhatra League de la Ligue Awami, le Bangladesh Jatiotabadi Chatradal du Parti national du Bangladesh et le Bangladesh Islami Chhatra Shibir de la Jamaat-e-Islami.

Au cours de la dernière décennie, les étudiants du Bangladesh ont été exaspérés par le manque croissant d'emplois, malgré une économie florissante, et par ce qu'ils percevaient comme un manque d'attention de la part du gouvernement. Ce dernier point leur a été démontré par les commentaires insensibles de Shajahan Khan, un ministre du gouvernement de Sheikh Hasina. C'est tout sourire qu'il avait balayé l'information selon laquelle un bus avait tué deux étudiants sur Airport Road à Dhaka, en juillet 2019. Cet événement avait donné lieu à un vaste mouvement de protestation d'étudiants de tous âges en faveur de la sécurité routière. Le gouvernement y avait répondu par des arrestations (dont l'incarcération pendant 107 jours du photojournaliste Shahidul Alam).

Ces manifestations en faveur de la sécurité routière ont permis de rendre la question plus visible. Mais elles cachaient un autre sujet. Cinq ans plus tôt, en 2013, des étudiants s'étaient vus refuser l'accès à la fonction publique. Si bien qu'ils avaient commencé à protester contre les quotas restrictifs pour les emplois gouvernementaux. En février 2018, cette question est revenue sur le tapis grâce au travail des étudiants du Bangladesh Sadharon Chhatra Odhikar Songrokkhon Parishad (Forum général de protection des droits des étudiants du Bangladesh). Lors des manifestations sur la sécurité routière, les étudiants avaient ainsi soulevé la question des quotas (ainsi que celle de l'inflation). Selon la loi, le gouvernement réserve des postes dans la fonction publique aux habitants des districts sous-développés (10 %), aux femmes (10 %), aux minorités (5 %) et aux handicapés (1 %), ainsi qu'aux descendants des combattants de la liberté (30 %).

C'est ce dernier quota qui est contesté depuis 2013 et qui est redevenu un sujet sensible cette année pour les étudiants protestataires, surtout après les commentaires incendiaires de la Première ministre lors d'une conférence de presse. Selon elle, ceux qui protestaient contre les quotas de combattants de la liberté étaient des "rajakarer natni" (petits-enfants de traîtres à la guerre). Le journaliste britannique David Bergman, qui est marié à Sara Hossain, éminente avocate militante bangladaise, et qui a été chassé en exil par le gouvernement Hasina, a qualifié ce commentaire de "terrible erreur" qui a mis fin au gouvernement.

Islamisme et armée

En février 2013, Abdul Quader Mollah, du Jamaat-e-Islami, a été condamné à la prison à vie pour des crimes contre l'humanité commis pendant la guerre de libération du Bangladesh (il aurait tué au moins 344 civils). Lorsqu'il a quitté le tribunal, il a fait le signe de la victoire. Son arrogance a enflammé de larges pans de la société bangladaise. De nombreux habitants de Dhaka se sont rassemblés à Shahbag, où ils ont formé un Gonojagoron Moncho (plateforme d'éveil de masse). Ce mouvement de protestation a poussé la Cour suprême à réexaminer le verdict, et Mollah a été pendu le 12 décembre de la même année. Le mouvement Shahbag a mis en lumière une tension de longue date au Bangladesh concernant le rôle de la religion dans la politique.

Père de l'indépendance, Sheikh Mujibur Rahman a d'abord affirmé que le Bangladesh serait un pays socialiste et laïque. Après son assassinat par l'armée, le général Ziaur Rahman a pris le contrôle du pays et l'a gouverné de 1975 à 1981. Pendant cette période, Zia a ramené la religion dans la vie publique. Il a accueilli le Jamaat-e-Islami qui avait été banni après sa participation au génocide de 1971. Et en 1978, Zia a formé le Bangladesh Nationalist Party (BNP) sur des bases nationalistes avec une position très critique à l'égard de l'Inde. Le général Hussain Muhammad Ershad, qui a pris le pouvoir après son coup d'État de 1982 et qui a gouverné jusqu'en 1990, est allé plus loin en déclarant que l'islam était la religion de l'État. Cela a créé un contraste politique avec les opinions de Mujib et de sa fille Sheikh Hasina, qui a pris les rênes du parti de son père, la Ligue Awami, en 1981.

Le décor était planté pour une lutte de longue haleine entre la Ligue Awami centriste et laïque de Sheikh Hasina et le BNP, repris par l'épouse de Zia, Khaleda Zia, après l'assassinat du général en 1981. Peu à peu,

suite à la page(16)



Manifestations populaires



Muhammad Yunus prendra la relève en tant que président par intérim

Venezuela : Le président Maduro confirme que WhatsApp est un système d'espionnage



Président Nicolas Maduro au cours d'une rencontre populaire

Le président du Venezuela, Nicolás Maduro, a confirmé mercredi que la plateforme de messagerie WhatsApp est un système d'espionnage et a invité les citoyens à migrer vers d'autres plateformes de messagerie directe telles que WeChat et Telegram lors de la marche du secteur au Palais de la pêche et de l'agriculture de Miraflores.

« *J'ai appelé les gens, volontairement, à abandonner WhatsApp et à se rendre sur d'autres réseaux, sur Telegram, sur WeChat* », a-t-il déclaré, faisant allusion aux « *menaces à travers WhatsApp contre les dirigeants populaires dans les champs, dans les quartiers* ».

Le président a souligné qu'après que le peuple vénézuélien ait résisté à l'attaque économique, les producteurs ont réalisé un miracle agricole. « *Le peuple du Venezuela bleu, qui a pris ce pays au-dessus de nous et a dit à la droite : «Personne n'abandonne ici» et nous sommes allés produire et avons réalisé le miracle agricole que le Venezuela connaît aujourd'hui : un approvisionnement complet avec la production nationale,* » a-t-il déclaré.

Le chef de l'Etat a assuré que cette réalisation s'est produite « *dans les pires circonstances, où le peuple disait : nous allons résister et nous battre* ».

« *À cette époque, il a été démontré pourquoi nous sommes connus dans le monde comme le peuple des libérateurs de l'Amérique. Nous faisons ressortir le feu sacré que personne ne nous ôte et qui nous a poussé à défendre le droit à l'indépendance, à la souveraineté, à la paix et à l'existence de notre pays et à en sortir victorieux*», a-t-il déclaré.

Se souvenant de l'héritage du commandant Hugo Chávez, le président Nicolas Maduro a déclaré que « *le feu sacré que nous avons enfoncé dans notre poitrine, que personne ne peut nous enlever, et qui nous a poussé à défendre le Venezuela : le droit à l'indépendance, à la souveraineté* ». » *C'est ce qui a permis au peuple d'aller « de victoire en victoire* ».

De même, le président vénézuélien a assuré que le palais de Miraflores, la maison présidentielle du Venezuela, est la maison de tous les Vénézuéliens. « *C'est la maison des paysans, des paysannes, des pêcheurs, des pêcheuses, des jeunes, des grands-parents, de la classe ouvrière, des gens ordinaires* », a-t-il souligné.

Ceci, face aux « *prétentions de l'empire nord-américain d'attaquer le pouvoir politique au Venezuela, à plusieurs reprises* ».

Dans le même ordre d'idées, il a souligné le rôle du peuple dans la défaite des tentatives des « noms de famille » de s'approprier le Venezuela.

Concernant la convocation par le Tribunal Suprême de Justice (TSJ) des candidats et représentants des partis politiques vénézuéliens, il a déclaré que ce jour-là, Edmundo González avait été convoqué et ne s'était pas présenté. «*Aujourd'hui, ils ont convoqué le candidat du fascisme, le criminel de guerre meurtrier au Salvador et maintenant meurtrier au Venezuela, Edmundo González. C'est un criminel, un fasciste. Depuis le jour des élections, il a envoyé un groupe de jeunes détruire et se cacher. Il s'est lavé les mains comme Pilate. Le TSJ l'a légalement convoqué et il était obligatoire qu'il s'y rende et il n'y est pas allé. Maintenant, pire que Guaidó, il a l'intention de faire de la politique sur Twitter et la droite sort pour le proclamer président : Guaidó deuxième partie*», *a-t-il dénoncé.*

LE président a souligné que le projet de la droite est de réaliser un coup d'État fasciste contre les pouvoirs de l'État constitutionnel du Venezuela ; Pendant ce temps, « l'impérialisme essaie de dire qu'au Venezuela, le gouvernement américain et les gouvernements étrangers gouvernent et déterminent ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas au Venezuela. Comment ça s'appelle ? Colonialisme».

«Et je dis au peuple : nous allons préserver la paix et renforcer la production. Les institutions vénézuéliennes ont le dernier mot, car les criminels fascistes sont des lâches », a-t-il déclaré.

Le président Nicolas Maduro dénonce la guerre psychologique créée par WhatsApp

Auparavant, lors de l'inauguration du Plan de Vacances du Mouvement Récréatif, à Maturín, dans l'État de Monagas, le président avait dénoncé la guerre psychologique menée à travers WhatsApp, une plateforme où dirigeants sociaux, chefs de rue, soldats et autres secteurs de la population vénézuélienne société.

En déclarant que « *WhatsApp a remis la liste dont il dispose au Venezuela au trafic de drogue colombien et qu'ils ont fait un travail d'espionnage pendant des mois* », il a souligné que ce réseau social a été utilisé pour une « guerre psychologique, cognitive, ils ont menacé des millions de dirigeants, de communautés, «*Les travailleurs de rue, les familles des militaires et des policiers, les athlètes, les artistes et tous ceux qui ne se sont pas prononcés en faveur du coup d'État et de la violence.*»

Pendant ce temps, il a affirmé qu'il avait désinstallé WhatsApp de son téléphone et qu'il se sentait comme un homme libre, il a invité les gens à désinstaller la haine et la guerre. « *Quiconque ne s'exprimait pas en faveur de la violence fasciste était menacé de chips en provenance de Colombie, des États-Unis, du Chili et du Pérou. Une belle opération. Et tous ceux qui m'ont écrit m'ont dit que c'était via WhatsApp* », a-t-il déclaré.

« *Ici, il y a une loi sur les télécommunications, si quelqu'un sort et menace l'un d'entre vous par radio* » *ou par tout autre moyen de communication*, « *le parquet recherche cette personne sur place (...) la loi agit. Que se passe-t-il si un réseau social est utilisé pour menacer ?*», s'est interrogé le chef de l'Etat.

Vous, les plus jeunes, n'aviez pas vu le visage du fascisme, a déclaré le chef de l'Etat, tout en se souvenant des plus de 5 000 jeunes assassinés les 27 et 28 février, lorsque la droite dirigeait.

Et lors du coup d'État contre le commandant Chávez, il a précisé, en demandant lors de ses communications avec les personnes rassemblées, « *s'ils veulent que nous, les Vénézuéliens, nous nous entretuions dans une guerre civile ?* », car tel est le but de l'extrême droite.

TéléSUR 7 Août 2024

Amílcar Cabral à l'occasion de son centenaire !



Amílcar Cabral

Par Oscar Oramas Oliva

Chaque fois que je parle de ce grand héros de l'indépendance africaine et du soi-disant tiers-monde, je pense aux derniers moments que nous avons passés ensemble, à la résidence de l'ambassadeur de Pologne Tadeuz Matisiak, à Conakry.

C'est déjà un homme d'État et un habile diplomate, guérillero, théoricien, penseur qui s'est multiplié et a parlé avec chacun des présents, pour lesquels il avait une phrase dans leurs langues respectives, dans sa campagne récurrente pour gagner des partisans pour la cause libératrice. Le 20 janvier 1973, dans une embuscade organisée par le sinistre PIDE et exécuté par des membres traîtres du PAIGC, ils l'assassinèrent par derrière et refusèrent d'abord de lui parler.

Il est né à Bafata, en Guinée portugaise, le 12 septembre 1924. Il a étudié l'agronomie au Portugal, mais la situation de son pays l'a amené à chercher des solutions au-delà de ce domaine, dans l'alternative à la souveraineté de son peuple. Au Portugal, il rejoint la pléthore d'étudiants africains, échange avec eux, développe des idées, des instruments de lutte et fait grandir en eux l'envie de se battre pour voir leurs terres respectives indépendantes. Il a déjà montré ses capacités de leader et de meneur d'hommes. Cabral a vécu brièvement sur l'île de São Tomé, puis en Angola, où il a réalisé des études de sols. Dans cette colonie, il a vécu le processus de formation du principal mouvement indépendantiste, le MPLA (Mouvement pour la Libération de l'Angola), et il le soutient, car ses dirigeants étaient déjà des compagnons d'idées et de luttes au Portugal.

Dès 1954, il réfléchit à la nécessité de structurer les conflits en Guinée et au Cap-Vert contre le colonialisme portugais, atteignant cet objectif avec la fondation, le 19 septembre 1956, du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Leader d'une clarté cristalline, il a salué l'unité comme force motrice dans la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme, qui maintiennent les peuples africains et les peuples du monde en retard. On voit la finesse et la profondeur de sa pensée lorsqu'il dit : «Pour nous, la révolution africaine signifie la transformation de la vie économique actuelle dans le sens du progrès. Ce qui nécessite la liquidation préalable de la domination économique étrangère, dont dépend tout autre type de domination », a déclaré le dirigeant africain, qui a également déclaré que « l'unité viendra au service de l'Afrique, au service de l'humanité ».

Cabral, grand représentant de l'ère de l'indépendance en Afrique et agronome qui a consacré sa vie à réaliser la liberté de son peuple, celui de Guinée-Bissau, jumelé avec celui du Cap-Vert (ses parents en étaient originaires). Il cherchait à unir les deux territoires dans la lutte pour l'indépendance et, une fois l'indépendance obtenue, à les rejoindre en tant que nations souveraines, même si la mort l'empêcha de réaliser son rêve de voir le colonialisme portugais éliminé. Les luttes de libération nationale sont l'œuvre de nombreuses personnes, mais il y a toujours des hommes qui les inspirent et les animent, c'est le cas d'Amílcar Cabral en Guinée Bissau, au Cap-Vert et au-delà des frontières des deux. Il a été un phare et un guide dans ce processus.

Amílcar Cabral, comme tous les hommes instruits de son temps, a étudié la pensée de Karl Marx et de Federico Engels et l'a adaptée aux conditions historiques spécifiques de la lutte menée, de manière créative, sans tracer ni copier comme le disait José Carlos Mariátegui. Il passe une partie de son adolescence dans les îles et développe son activité professionnelle et sa pratique révolutionnaire sur le continent, ce qui lui permet de s'identifier à l'histoire et à la culture des deux régions de la colonie. Il abandonna l'agronomie et la poésie pour se consacrer à la création d'un nouveau type de parti qui lui permettrait d'obtenir le précieux don de la liberté et de l'indépendance.

Il a toujours maintenu une confiance et une foi presque mystiques dans la victoire du PAIGC sur le colonialisme portugais, qu'il a inculquées à ses subordonnés. Une de ses caractéristiques essentielles est qu'il a tout étudié, chaque pas qu'il envisageait de faire, chaque combat qu'il devait entreprendre et je peux dire que rien n'a été improvisé dans ses actions. La manière dont il a conçu et travaillé pour proclamer l'État est un témoignage vivant de cette affirmation. Il a conçu ce projet, il l'a médité patiemment, il a consulté certains détails, sans considérer le plan comme terminé, mais comme quelque chose en train de se développer. Pour cela, il a bénéficié du soutien inconditionnel et créatif de l'ambassadeur tanzanien Salim Ahmad Salim, membre éminent et président du Comité de décolonisation entre 1972 et 1980, qui l'a conseillé à chaque étape.

Le commandant Che avait été impressionné de manière positive par Amílcar et après avoir connu la réalité de la lutte menée par le PAIGC, au cours des conversations tenues à Brazzaville et Conakry, il a considéré et exprimé que c'était le mouvement révolutionnaire le plus important, le plus sérieux sur le continent. Dans la Biographie du Che en fac-similé, page 148, le commandant écrit : « Pereira, le deuxième, est comme Cabral, très modeste, ce sont des ouvriers, ils entrent dans la zone de combat ». Amilcar a estimé que toutes les voies pour une solution pacifique étaient fermées, en raison de l'obstination du gouvernement portugais, et que par conséquent, la seule voie qui restait au peuple était la lutte armée, et avec sérieux et vigueur il s'est consacré à préparer la guerre nécessaire en Guinée Bissau et Cap-Vert. Dans le premier scénario, tout serait relativement plus facile, en raison de la topographie du terrain et dans le second, les conditions naturelles rendraient le processus plus complexe, mais là prévaudrait la créativité de ceux qui aiment la liberté.

La rencontre avec le commandant en chef Fidel Castro et le commandant Manuel Piñeiro dans les montagnes de l'Escambray a été mémorable. À cette occasion, il a constamment posé des questions sur de nombreux aspects de la guérilla cubaine, passant directement aux aspects de l'éducation ou à un autre sujet lié à la construction d'une nouvelle société. Il voulait tout absorber, il se sentait satisfait du dialogue avec le leader de la révolution cubaine. Ils ont beaucoup parlé de l'Afrique, de ses problèmes économiques et sociaux, de ses particularités et de la nécessité de prendre en compte les groupes tribaux, et tout l'héritage laissé par la nuit coloniale. Fidel l'écoutait avec beaucoup d'attention et, comme toujours, lui posait une question après l'autre. Ils se sont mis d'accord sur l'impératif de l'échange d'expériences entre révolutionnaires. L'admiration était mutuelle et Fidel l'avait déjà qualifié de brillant à la clôture de la Conférence tricontinentale. Amilcar combinait une profonde connaissance de son peuple, la détermination à lutter les armes à la main contre le colonialisme portugais, une forte personnalité, une vision très large de l'Afrique dans son ensemble et une information à jour sur les événements internationaux. Il était déjà une personnalité respectée par ses pairs africains, par les dirigeants des pays africains, les plus hautes autorités des pays et partis socialistes, ainsi que par le monde de la pensée progressiste de l'époque et une certaine presse.

Lors de la réunion susmentionnée, Cuba a décidé de renforcer son aide au PAIGC, composé de spécialistes de diverses branches militaires, de médecins, de matériel de guerre et d'autres matériels. Notre solidarité et notre présence militante avec ces combattants de la liberté ont duré environ une décennie et, une fois l'indépendance obtenue en 1975, Cuba a continué à les soutenir, dans la mesure de ses possibilités. Et lorsque Fidel se rendit pour la première fois en Afrique en mai 1972, à Conakry, il s'entretint avec Sékou Touré et Amílcar, pour renforcer l'effort de solidarité et accélérer la fin de la guerre.

Du cerveau fertile de Cabral est née une solide réflexion sur le rôle de la petite bourgeoisie dans la lutte de libération nationale, qui exige aujourd'hui une étude très consciencieuse afin d'en tirer des leçons pour le moment actuel des luttes sociales.

En évoquant des détails de la vie d'Amílcar, je me souviens avec joie qu'à chaque anniversaire cubain, il se présentait à notre ambassade avec un message pour le commandant en chef, mais cette pratique s'étendait à chacun des pays ou des personnes qui l'ont aidé dans la lutte. Il avait véritablement conscience de chaque date marquante et cela dénotait de l'organisation et aussi de l'importance qu'il accordait au facteur humain ou psychologique.

Le Leader et le PAIGC ont toujours montré un vif intérêt à être prudents avec les dirigeants voisins, mais en même temps ils ont agi de manière à être respectés. L'amour de l'indépendance prévalait en eux. Ce facteur doit être pesé à sa juste valeur, en tenant compte des divergences de toutes sortes entre les présidents Sékou Touré de Guinée et Léopoldo Sédar Senghor du Sénégal et que celles-ci n'ont pas affecté les activités du PAIGC et la lutte de libération. Ils ont toujours fait preuve d'un égal soin dans les contradictions sino-soviétiques, où chacun essayait de rapprocher la braise de sa sardine.

La fermeté de son caractère était aussi une autre caractéristique et je me souviens qu'à une occasion, il a eu une discussion animée avec un collègue cubain et non seulement il était fort, mais plus tard il m'a dit qu'il examinerait uniquement les questions politiques avec moi. Qu'on le comprenne bien, ce n'est pas qu'Amilcar ait rejeté la polémique, non ; mais il n'acceptait pas que l'interlocuteur cherchait à lui imposer une idée. C'était une personne très sûre d'elle et pour qui la meilleure défense était l'attaque.

Plusieurs fois, en arrivant dans les bureaux du secrétariat du PAIGC, j'ai trouvé le leader, assis devant son humble bureau, vêtu de son inséparable safari, les lunettes au niveau de la tête et les yeux plongés dans ce qu'il écrivait. Cela peut être tôt le matin ou tard le soir. La fumée de cigarette Malboro remplissait la petite pièce. Il ne se reposait jamais ou plutôt, il se divertissait d'une autre manière, il lisait un journal ou un texte et sa concentration l'éloignait, pour des instants, des problèmes quotidiens. Quand on a sur le dos la lutte de libération d'un pays, avec les complexités que cela implique, la vie devient complexe et tendue, mais nous ne l'avons jamais vue comme amère, mais plutôt optimiste et cherchant des solutions aux vicissitudes de la lutte. Il n'y avait aucun livre de la maison d'édition française Maspero, consacré à l'œuvre des révolutionnaires, qu'Amilcar ne connaisse. Je l'imagine le lisant dans les avions, avec cet empressement de quelqu'un qui sait que chaque minute de son existence est précieuse et doit être utilisé pour la cause qu'il a embrassée.

Homme très discret, il faisait la fête, mais il maniait habilement ses mots et n'en prononçait pas un de trop. Amis et ambassadeurs ou diplomates très expérimentés évoquent fréquemment ces facettes du leader du PAIGC. Je ne l'ai jamais vu en faire trop à la réception, il était extrêmement prudent.

Oui, lorsque les patriotes du PAIGC ont liquidé un colonialiste, ils ont montré qu'ils étaient capables de vaincre l'ennemi, d'obtenir la victoire et en même temps de libérer le Portugal fasciste de l'un des régimes les plus cruels qu'un pays européen ait jamais connu. Cela a été une grande contribution au processus de formation de la conscience de l'homme africain, de ses capacités et du caractère ignoble et non scientifique de nombreuses conceptions de penseurs supposés des pays colonisés sur l'infériorité des êtres humains dans le monde colonisé. Cette profonde admiratrice du psychiatre et philosophe Frantz Fanon a pensé et travaillé dur pour que les femmes jouent un rôle de premier plan dans la lutte de libération. Sa plume et ses actions ont été pleinement engagées dans ce sens, avec des résultats positifs.

Aucun aspect de l'avenir de son pays n'a échappé à sa réflexion. Amílcar Cabral a insisté sur la primauté de la culture, « fondement même du mouvement de libération », et sur la priorité qui doit être accordée à l'éducation dans la lutte pour l'indépendance. « Nous devons réserver nos enfants », a-t-il déclaré le meilleur de tout savoir. "Ce sont les fleurs de notre lutte." Combinant la pensée et l'action, il a fondé des écoles dans les zones libérées et une école pilote à Conakry, d'où sont sortis de nombreux cadres formés à Cuba comme diplômés universitaires et qui ont aujourd'hui entre leurs mains des secteurs importants de la vie du pays.

Son verbe clair et précis, sa manipulation des concepts, sa pratique révolutionnaire et le prestige acquis l'ont amené à être le porte-parole des autres mouvements de libération des colonies portugaises dans divers scénarios, comme ce fut le cas lors de la Conférence tricontinentale susmentionnée de janvier 1965 à La Havane. , lors de la rencontre avec le pape Paul VI le 1er juillet 1970 et le Comité de décolonisation des Nations Unies à New York. Une mission du Conseil de décolonisation de l'ONU a visité les zones libérées de la Guinée-Bissau et une délégation du PAIGC, dirigée par Cabral, s'est rendue en Chine, en Corée du Nord, au Japon et en Suède, dans le cadre de la consolidation du groupe de pays qui reconnaîtraient le nouvel État qu'il allait » proclame-t-il lors d'une réunion sur les notions de race, d'identité et de dignité organisée par l'UNESCO en juillet 1972. Avec patience, tact, persévérance et courage, il a tissé le piédestal sur lequel la patrie s'élèverait en tant qu'État souverain.



Deux Révolutionnaires anti-impérialistes Amilcar Cabral et Fidel Castro

Son travail inlassable s'est également fait sentir dans le développement des forces armées et il a sans cesse recherché des moyens militaires et leur formation avec l'aide de Cuba, de l'Union soviétique, de l'Algérie et d'autres pays. Amilcar, qui a proclamé avec force, lors de la conférence tricontinentale de La Havane, « La lutte de libération nationale est un acte de culture », a estimé qu'en elle et avec elle, nous contribuions au développement civilisationnel des êtres humains.

Son talon d'Achille était de ne pas avoir accordé l'attention voulue à sa sécurité personnelle, aux conseils, suggestions et informations que lui transmettaient des dirigeants amis sur les plans visant à l'assassiner, afin de porter un coup mortel à la lutte de libération.

L'histoire et la contribution à la lutte révolutionnaire d'un homme emblématique de la stature historique d'Amílcar Cabral ne peuvent être effacées ou minimisées. Les idées ne meurent pas et Amilcar brillera à la lumière de l'aube dans chaque ville qui décidera réellement de lutter pour son indépendance.

Jusqu'à la victoire toujours !

Rebelion 8 Août 2024
Résumé Latino-Américain
12 Août 2024

Yahya Sinwar élu nouveau chef du Hamas : qui est-il et qu'est-ce que cela signifie ?



Yahya Sinwar

Dans un communiqué publié mardi 6 août, le mouvement de résistance palestinien Hamas a annoncé que Yahya Sinwar était le nouveau chef de son bureau politique, suite à l'assassinat d' Ismail Haniyeh à Téhéran le 31 juillet, laissant au Hamas la décision et le défi de choisir un nouveau dirigeant.

La direction du Hamas est divisée entre trois commandements, l'un dirigé par Saleh al-Arouri en Cisjordanie, l'autre par Yahya Sinwar à Gaza et Khaled Meshaal à l'étranger. Haniyeh était le chef général. Israël a assassiné Arouri en janvier et Haniyeh il y a quelques jours.

Après plusieurs jours de délibérations, le conseil palestinien de la choura (délibération) a élu Sinwar comme nouveau secrétaire général.

Qui est Sinwar ?

Robert Inlakesh, journaliste au Palestine Chronicle, a récemment écrit : Sinwar est né le 29 octobre 1962 dans le camp de réfugiés de Khan Younès. En 1948, ses parents ont été victimes d'un nettoyage ethnique à Majdal-Askalan, aujourd'hui occupé par des colons israéliens et rebaptisé Ashkelon.

Marqué par son expérience de personne déplacée ayant grandi sous l'occupation militaire de la bande de Gaza - qui a démarré en 1967 - son père a déclaré que « la vie de Yahya a été pleine de souffrance en raison de l'agression sioniste. Depuis son enfance, il était déterminé à résister à l'occupation ». Très performant à l'école, il a poursuivi ses études à l'université islamique de Gaza, où il a participé à la création du Bloc islamique et a occupé plusieurs postes au sein du conseil étudiant de l'université.

En 1982, Sinwar et d'autres membres du conseil étudiant se sont rendus à Jénine pour rendre visite à des femmes palestiniennes qui auraient été victimes d'une tentative d'empoisonnement par les Israéliens. C'est à la suite de cette visite qu'il a été arrêté et placé en détention administrative (sans inculpation ni jugement) pendant six mois, sous l'accusation d'avoir participé à des activités islamistes subversives. Pendant sa détention, Sinwar s'est lié d'amitié avec d'autres militants, tels que Saleh Shehade, qui allait diriger la branche armée du Hamas jusqu'à son assassinat en 2002.

Sinwar était responsable de la mise en place d'un réseau de sécurité, connu sous le nom de Majd. Le Majd opérait en secret tandis que l'organisation des Frères musulmans qui a précédé le Hamas, la Mujamma Islamiyya, est restée un groupe non combattant jusqu'à la création du Hamas à la fin de l'année 1987.

En 1988, Sinwar a été arrêté et aurait été lourdement torturé pendant six semaines après la découverte de cellules armées appartenant au Majd.

En 1989, le Hamas a mené sa première attaque armée importante, tuant deux soldats israéliens. Sinwar a été reconnu coupable d'avoir commandité l'attaque et condamné à 426 ans d'emprisonnement.

En tant que dirigeant du Hamas le plus en vue libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers en 2011 [après 22 ans en prison, NdT], Sinwar est retourné à Gaza et a finalement été élu à la tête du Hamas dans la bande de Gaza, succédant ainsi à Ismail Haniyeh.

En 2017, le Hamas a procédé à un changement d'image et à une mise à jour de ses statuts, qui indiquaient que le Mouvement de résistance islamique serait ouvert à l'acceptation d'une solution à deux États.

La même année, Sinwar a joué un rôle majeur dans la tentative de rétablir les liens entre l'Autorité palestinienne (AP), dirigée par le parti Fatah, et le Hamas, mais en vain.

En 2018, sous la direction de Yahya Sinwar, le Hamas a adopté une plateforme politique de résistance non violente afin de s'ouvrir à des négociations diplomatiques susceptibles de mettre fin au siège de Gaza.

La direction du Hamas a soutenu le mouvement de protestation non violent de masse, connu sous le nom de "Grande marche du retour", qui a débuté le 30 mars 2018.

Toutefois, à la suite de la décision des USA de reconnaître unilatéralement Jérusalem comme capitale d'Israël et de l'assassinat de centaines de manifestants non armés par des soldats israéliens, le Hamas a de nouveau changé d'approche.



Yahya Sinwar (3ème à partir de la droite, avec les 2 enfants, entre Mahmoud al-Zahar et Mustafa Barghouti) participe à un rassemblement organisé par le Hamas à Gaza le samedi 1er octobre 2022 pour souligner la centralité de Jérusalem et de la mosquée Al-Aqsa. Photo : The Palestine Chronicle

En mai 2021, le Hamas a lancé la bataille de Saif al-Quds, soutenue par plusieurs autres groupes armés à l'intérieur de la bande de Gaza.

Depuis lors, les discours et les apparitions publiques de Yahya Sinwar ont fait de lui un leader très populaire dans le monde arabe.

Ce que cela signifie

The Palestine Chronicle estime que l'élection de Sinwar est porteuse d'une signification et d'un symbolisme profonds :

1°, cela signifie que le Hamas, dans toutes ses branches, reste uni.

2°, le Hamas considère que la Résistance à Gaza reste forte, unie, organisée et capable de mener une longue guerre d'usure contre l'occupation israélienne.

3°, les rapports de presse, dont certains sont diffusés par les principaux médias usaméricains, selon lesquels il existe un conflit entre les "modérés" et les "durs" du Hamas ne sont pas vrais.

4°, le Hamas continue de soutenir la stratégie de résistance de Sinwar après plus de 300 jours de guerre.

5°, le Hamas sort encore plus fort et plus uni après l'assassinat de son chef, Haniyeh.

6°, le Hamas, malgré la guerre et les assassinats, est un mouvement institutionnel et les décisions sont prises par le biais d'un processus démocratique, qui reste en vigueur malgré la guerre et le génocide israéliens en cours à Gaza.

The Palestine Chronicle, 6 Août 2024
Traduit par Fausto Giudice
Tlaxcala 8 Août 2024

Endangered species of endemic lizards at Parc Cacique Henri in Anse-à-Pitres

Suite de la page (9)
Republic, have carried out studies on the forest. Also, the *Fondation Connaissance et Liberté* (FOKAL) has entered into a scientific collaboration with the NGO Caribaea Initiative – an international nature conservation organization working throughout the Caribbean – to work on the biodiversity axis. All this work has highlighted the presence of two endemic iguanas in this dry forest and the need to protect them.

As part of the scientific work undertaken in the Anse-à-Pitres forest, particular attention is being paid to the iguanas. This involves installing surveillance cameras, monitoring iguana populations, and locating their nests. "It's true that iguanas are the focus of all this attention, but field visits to Anse-à-Pitres have shown me that there is a (significant) quantity of other species, endemic birds, other amphibian species, caves, crabs called soldier crabs and cave crabs found in the forest," says Dr. Exantus.

In addition to visits related to ecology and biodiversity, the forest is frequented for religious and cultural reasons. There is a so-called mystical tomb and a cross in the area, said to have been installed by Freemasons for meditation practices, not to mention people who go down into the caves to sleep, and farmers who use the forest for free-range livestock farming.

A sword of Damocles hanging over the heads of these reptiles?

A few kilometers from *Parc Cacique Henri*, in downtown Anse-à-Pitres, little schoolchildren gaze at the iron sculpture of a giant lizard on display in the sales area of Berthony Chéry, the town's sculptor. It's a little open-air shop on the side of the road. Flowers, animals and even hand-crafted human faces in cut iron are all on display.

"I consider the lizard a historical monument. It should represent the commune of Anse-à-Pitres. Everywhere. But some people don't see it the way I do. On the contrary, they kill them to eat them. While I'm building, they're destroying", complains the sculptor. "I shouldn't be crossing the border into the Dominican Republic with a work like this. A gentleman just approached me. We're in the middle of negotiations. I'm going to give it to him to pass on to the other side. Over there, it might be better appreciated," Berthony points out sadly.

While the sculptor uses the image of the lizards as a source of inspiration for his work, other residents of Anse-à-Pitre hunt them. On site, we met Raoul, a former lizard poacher. In our presence, he designed a trap to catch lizards in the rocky outcrop. It was a truly well-crafted demonstration. A rope noose set in a flat rock is placed over a hole. The aim is to capture them, whatever the cost. "It's an animal that interests me a lot," the poacher says. "We recover it. We experiment with it. We kill it and eat it. I can't count the number of lizards that I've caught in traps. Sometimes I kill as many as five lizards a day. We can catch them with rope nooses, and other times we use trained dogs to hunt them."

According to Raoul, this activity serves as a livelihood for some people. "A single recovered lizard can be worth 2,000 to 2,500 gourdes [$15-$19 US]. If the person can make money in this business, he takes pleasure in doing it. But I'm not looking for pleasure in such an initiative," confides Raoul. One of the unjustified reasons given by poachers for hunting lizards is that the iguanas eat baby goats. They then present themselves as the regulators of this phenomenon.



Dominican wall under construction in Anse-à-Pitres.

Excessive deforestation is the other problem facing the dry forest housing *Kase Dan* Park. During our visit, we noticed the site of a large burning pit where a few months ago charcoal [*charbon*] was being produced for sale. "The cutting down of trees in *Parc Cacique Henri* has a big impact on the lizards, or at least what we call iguanas. The reason is simple: the charcoal producers cut down so many trees. These are trees that give seeds that the lizards eat," pointed out field agent René Jeune.

Between poaching and the Dominican wall, iguanas under threat in Haiti

For university professor Jean-Marry Exantus, the rhinoceros and ricord iguanas living in Haiti are in real danger. "Ours are threatened, unlike those in the Dominican Republic, where you can walk down the streets and see them frequenting the area. In Haiti, the threats are enormous, even though these species are not found in the other types of forest we have in Haiti," he points out, reminding us that when it comes to biodiversity, every animal or plant species counts. The importance becomes all the more precious when it comes to endemic species. "Tourists come from far and wide to observe these species. If they become extinct, they won't be found anywhere," says Exantus.

So as not to reach that red line, a children's play area has been created in the private Sadhana Forest Park, also in Anse-à-Pitres. "While the children are playing, we can teach them how to love the environment, encourage them to plant trees, how to love and not chase animals out of the space," explains Nixon Casséus, a member of the Parc Sadhana Forest team.

After fencing off the space, two lizards returned, he tells us. "When they started coming, they felt comfortable because we don't hunt them. We don't allow anyone to hunt them, or even throw stones at them. So they start to feel at ease in the space. They come and stay. Where they are, they start to reproduce. They feel at home," explains Casséus.

On his cell phone, the manager shows us a photo of a giant lizard taking a drink of water. "This is the first big lizard we had. It gave birth to young," he adds, showing us the habitats of the first two large lizards to occupy the space. "As soon as the lizards come out to go to the other side, people might pick them up and eat them. But we teach people about the importance of lizards in the environment," he says. It's in the name of this teaching that the children's area was designed. "That's our philosophy. When you teach a child, they can grow up with the same philosophy. It's easier to teach a child not to do something than it is for an adult who already has it in their blood to want to kill the beast," says Casséus.

The Dominican wall, a real danger for lizards

Since February 2022, the Dominican Republic has been building a wall no less than 160 km long along its border with Haiti. According to Dominican President Luis Abinader, the controversial project is designed to "control illegal immigration and crime." The work will cost $31 million US. Part of the construction work is progressing apace on the Anse-à-Pitres border with the neighboring republic. The reinforced concrete wall, to which a metal structure will be attached, will be 3.90 meters high and 20 centimeters thick. It will be manned by the army and 70 surveillance and control towers. And this wall is not without consequences for the lives of endangered species.

We've traveled deep into the dry forest, with some guides more perceptive than others. Here in Maletchipe, the landscape is desolate, the deforestation palpable. "Between 2022 and 2023, in this area, there was a lot of vegetation. There were lots of iguanas. We had done some research to find out if they didn't pass through there on their way to the Dominican Republic. The Dominicans built a wall on their side of the border, cutting off total access... cutting off any possibility of the lizards getting out of here to go over there," says field agent René Jeune.

The wall makes it impossible for lizards to come and go from one side of the island to the other. There are species found all over the island whose populations are dwindling in Haiti, whereas they are found in significant numbers in the Dominican Republic. With the wall's completion, the situation is likely to worsen, according to several of the stakeholders interviewed. "There will be strong pressure on the lizard population on the Haitian side. After a certain number of years, we predict that these species may become extinct on the Haitian side, but we'll be able to find them on the other side," suggests Exantus. "Since it's a border, if you leave Anse-à-Pitres and go over there, you'll see that it's the continuity of the dry forest. You'll find species that leave Haiti for the Dominican Republic. And vice versa," he adds.

The wall will stop these kinds of movements taking place on the ground. "After years, there will be a level of genetic differentiation between the Haitian and Dominican populations. There will be no interaction between the two sub-populations," warns Professor Exantus, pointing out that the Dominicans are making progress in biological conservation.

According to him, an assessment of the species shared between the two countries will show that the situation is more critical in Haiti than in the Dominican Republic. "You'll find two sub-populations. The information will tell you that the population is more numerous in the Dominican Republic than in Haiti, and that the threats are less in the Dominican Republic than in Haiti," warns the doctor in tropical ecology, stressing that an awakening must be made on the Haitian side to save its biological heritage.

With the wall still under construction, the habit of over-hunting and systematically destroying these two species of lizards could lead to their disappearance, stresses the expert. "Yes, it can happen. It's happened before. There are species that were on the whole island. As we speak, the quantity of this one found in Haiti is less than those found in the Dominican Republic, even though these species were distributed throughout the territory. This has happened in birds and a whole range of species," Exantus explains.

It should be noted that, in addition to hunting, free-range farming – the eggs that people eat – prevents the species from multiplying. Fodder production, relocation of animal herds, forest guards, alternative means of survival for local populations, training people to guide tourists in the field, activities to reduce the pressure on local populations, and education to ensure that people do not see these animals as enemies: these are just some of the recommendations made by the expert. He believes that it is urgent that to set up projects to support farmers.

An earlier version of this article was first published on the website of Enquet'Action

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions conformément conforme du Ministère public, maintient le défaut requis et octroyé contre le défendeur pour le profit ainsi déclaré à la dite action, admet le divorce de la dame Syth BOYYER d'avec son époux Jean Herby LEVEILLE ce, pour abandon du toit Marital. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux. Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Camp-Coq d'inscrire et de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif dudit jugement de divorce dont un extrait sera inséré dans l'un des journaux s'éditant à la Capitale sous peine de dommage-intérêts envers les tiers. Commet l'huissier même de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.
Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Lynx JEAN, av. Doyen en audience publique, civile et extraordinaire de divorce en date du jeudi seize Avril deux mille vingt, en présence de Me. Jacquelin PIERRE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce Ressort avec l'assistance de Me Joseph LOUIS, Greffier du siège.
Il est ordonné....etc.....
En foi de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Jean Odieu OGÉ d'avec son épouse la dame Jean Odieu OGÉ née Betty Desimil pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux : Ordonne à l'officier de l'état-Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du jugement. Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi treize (13) juin deux mille
vingt-quatre, en présence de Me Dominique NOEL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Mozart TASSY,
Greffier du siège.
Il est ordonné... etc....
En foi de quoi.... etc...
Me Jean Bazelais Beauvoir, Avocat

Suite de la page (19)

Je recommande particulièrement la lecture des chapitres 15 (22 décembre 2019 : le jour où Jovenel Moïse s'est révélé) et 16 (Le jour où Jovenel Moïse a signé son arrêt de mort) et 26 (Jovenel Moïse : La République c'est moi) pour comprendre les raisons de l'assassinat de ce président. Kerns Fleurimond écrit ceci pour illustrer le drame qui se profilait : *« malgré les critiques, les suppliques, les mises en garde et les alertes, le chef de l'État paraissait sourd. Il n'entendait qu'une seule voix, la sienne.*

On revenait dans la vieille rhétorique, Haïti, c'est moi ! La République, c'est moi, comme il le répétait : "C'est la démocratie à la Jovenel". Tout est dit » Kerns Fleurimond nous apprend que, emporté dans son élan, Jovenel Moïse a usé de ses pouvoirs pour nommer à tour de bras des ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires, ainsi que des consuls généraux à travers le monde et dans les organisations internationales. De même, il a essayé de noyauter les institutions et a ouvert de nombreux chantiers institutionnels qu'il était incapable de mener à terme. Tout cela a sans doute contribué à sa chute parce qu'il avait créé des malentendus et des malaises dans les allées du pouvoir. Les personnes lucides comprendront que le pouvoir n'est pas un jeu et que la psychologie d'un homme politique haïtien est une assurance vie ou un passeport pour l'exil ou la mort. Jovenel Moïse ne l'avait pas compris. On sait ce qu'il est advenu de lui ! Et en bon journaliste, Kerns Fleurimond prend le temps de montrer qu'en faisant preuve d'audace et de courage, Jovenel Moïse avait accepté la proposition du président Michel Martelly de lui succéder alors qu'il ne connaissait personne du cercle très fermé des faiseurs de rois de Port-au-Prince.

Mais, s'inspirant de ses probables modèles (Paul-Eugène Magloire, François Duvalier et Jean-Bertrand Aristide) comme le pense Kerns Fleurimond, Jovenel Moïse a fait preuve d'excès, d'autoritarisme, de menace envers ses adversaires, etc. Pire, il s'est attaqué à l'oligarchie haïtienne qu'il a défiée dans un discours daté du 22 décembre 2019. Il a ainsi fourni à ses adversaires les armes qui ont servi à le perdre et qui ont fait passer les élites d'Haïti de l'opposition à l'assassinat du chef de l'État.

Ce pas qui a été franchi n'est pas sans conséquence sur la situation politique d'Haïti. Mais, si Jovenel Moïse a été assassiné, l'opposition n'a pas réussi à prendre le pouvoir. Comme l'écrit Kerns Fleurimond : « *Quant à la crise politique, elle continue avec son cortège d'instabilité, de désespoir* » Et la conclusion de l'auteur est sans appel : « *L'assassinat du président de la République, mis à part son parcours politique, son comportement vis-à-vis des institutions et sa manière de gouverner un pays failli depuis longtemps, est la preuve tangible que les élites politiques, économiques et intellectuelles n'ont pas su tirer les leçons du passé et ont failli à leurs responsabilités historiques. Il faut avoir le courage d'appeler les choses par leur nom. Jovenel Moïse a été exécuté non pas parce qu'il voulait instaurer une dictature en Haïti, sinon cela se saurait, mais parce qu'il commençait à pourchasser ou attaquer quelques têtes d'affiche du système qui, ironie de l'histoire, avait favorisé son élection à la présidence d'Haïti (…) »*. Le drame politique est aussi un drame intime !

Et c'est là que l'auteur ressort comme un vrai pédagogue. Il écrit que « Ce n'est pas en assassinant ses adversaires politiques ou les chefs d'État ne partageant pas les mêmes convictions, la même vision économique, les mêmes philosophies politiques qu'on résoudra une crise sociopolitique que l'ensemble des acteurs politiques, économiques et intellectuels ont contribué à générer ». Pour ceux qui n'ont pas compris, on peut résumer le message fondamental et courageux du livre de Kerns Fleurimond de la manière suivante : l'opposition politique ne peut pas conduire à l'assassinat d'un chef d'État. C'est pour dire cela que cet ouvrage a été rédigé. Et cela a dit avec autorité, avec talent et avec méthode. Mais, l'actualité nous laisse entendre que les acteurs de la tragédie politique haïtienne n'ont toujours rien compris. Enfin, la qualité d'un livre repose souvent sur la réputation du préfacier.

Ici, Kerns Fleurimond a fait appel à Jacques Nési, un des meilleurs politologues haïtiens actuels. Avec son regard sans concession et sa connaissance de la vie politique haïtienne, Jacques Nési a apporté sa caution à un ouvrage appelé à devenir une référence dans les études politiques haïtiennes, et je m'en réjouis. Cela veut dire que les sachants haïtiens acceptent enfin de se soumettre à la lecture et à l'évaluation critique entre pairs. Cela ne peut que faire avancer les études de sciences politiques en Haïti et dans sa diaspora. Et les tenants de la doctrine réclament d'autres ouvrages de cette facture pour former les étudiants et édifier les citoyens comme les acteurs politiques de bonne foi.

Cet ouvrage qui est une véritable leçon pour les apprentis politiciens est disponible chez L'Harmattan et sur Amazon.com. Bonne lecture !

Wiener Kerns Fleurimond, *De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'État. Haïti 220 ans de tragédie politique* ! Préface de Jacques Nési, Éditions L'Harmattan, Paris 2024, 452 pages, 45 euros. Disponible aussi sur Amazon, Fnac et toutes les plateformes de vente en ligne !

*Docteur en Droit public, avocat, auteur et spécialiste des institutions politiques haïtiennes.

Suite de la page (9) Endangered species of endemic…



RECU 0 9 AOUT 2024

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Le Premier Ministre

PM/CG/CG-dsa-220

Port-au-Prince, le 8 août 2024

Monsieur Raoul Pascal Pierre-Louis
Banque Nationale de Crédit (BNC)

En ses bureaux.-

Cher Monsieur Pierre-Louis,

Je vous informe, par la présente, que par décision du Gouvernement, il a été demandé au régulateur du système financier qui est la Banque Nationale de la République d'Haïti (BRH) de mettre en place à la Banque Nationale de Crédit (BNC) un comité de gestion, en attendant la nomination et l'installation d'un nouveau Conseil d'administration.

Par conséquent, il a été décidé de mettre fin à vos fonctions de Président du Conseil d'Administration de la BNC.

Le Gouvernement, dans son ensemble, vous remercie de votre précieuse contribution et de votre apport à la consolidation de cette prestigieuse institution financière d'Etat.

Tout en vous souhaitant du succès dans vos entreprises futures, recevez, Cher Monsieur Pierre-Louis, au nom du Gouvernement de la République, mes salutations distinguées.

Garry Conille

cc : Monsieur Edgard Leblanc, Président du Conseil Provisoire de Transition
Madame Ketleen Florestal, Ministre de l'Économie et des Finances
Monsieur Ronald Gabriel, Gouverneur de la Banque de la République d'Haïti

Prime Minister Garry Conille's Aug. 8, 2024 letter firing Raoul Pascal Pierre-Louis

Transitional Council, and guarantee the success of the transition," they wrote.

These two political groups also demand that the competent authorities conduct an internal investigation to prevent other acts of corruption within the council and the transitional government. They demand actions aimed at fighting impunity by cracking down on the perpetrators and co-perpetrators of corruption in the public administration.

The saga involving the now former BNC president and the three CPT members is likely to drag on. It won't end just with Pierre-Louis' dismissal, some said. For starters, the scandal became public on Jul. 24, when the BNC chairman informed Prime Minister Conille that the three councilors demanded money from him as a bribe to keep him in his position. Since then, Pierre-Louis has been summoned by some of the accused parties, but he has not responded to any, despite threats of legal action against him.

The original version of this article was published by The Haitian Times

Suite de la page (10)



Les hindous du Bangladesh organisent un rassemblement de protestation condamnant les atrocités communautaires commises contre eux et d'autres groupes religieux dans le pays à majorité musulmane, à Dhaka.

l'armée, qui avait une orientation laïque à ses débuts, a commencé à être témoin d'une montée de l'islamisme. L'islam politique s'est développé au Bangladesh avec la montée de la piété au sein de la population, en partie due à l'islamisation de la main-d'œuvre migrante vers les États du Golfe et l'Asie du Sud-Est. Cette région a d'ailleurs illustré une montée de l'observance de la foi islamique à la suite des nombreuses conséquences de la guerre contre le terrorisme. Une menace qui ne doit être ni exagérée ni minimisée.

L'influence populaire des islamistes politiques s'est accrue depuis 2013. Leur relation avec l'armée est un autre facteur qui mériterait d'être clarifié. Le Jamaat-e-Islami a été affaibli après que le Tribunal des crimes de guerre a documenté son implication aux côtés du Pakistan durant la lutte de libération. Il est donc probable que cette formation de l'islam politique atteigne un seuil en termes de légitimité. Mais de son côté, le gouvernement Hasina a utilisé sans relâche la peur de l'"islam politique" comme épouvantail pour obtenir le soutien discret des États-Unis et de l'Inde aux deux élections de 2018 et 2024. Si le gouvernement intérimaire organise des élections équitables dans les délais prévus, cela permettra aux Bangladais de savoir si l'islam politique est une formation pour laquelle ils souhaitent voter.

Nouvelle guerre froide

Loin des questions captivantes mises en avant par les étudiants qui ont conduit à l'éviction de Sheikh Hasina, il y a des facteurs dangereux qui ne sont pas souvent discutés en cette remarquable période de bouleversements. Le Bangladesh est le huitième pays du monde par sa population. Et son produit intérieur brut est le deuxième d'Asie du Sud. Le rôle qu'il joue dans la région et dans le monde est loin d'être anodin.

Au cours de la dernière décennie, l'Asie du Sud a été confrontée à des défis importants, les États-Unis ayant imposé une nouvelle guerre froide contre la Chine. Dans un premier temps, l'Inde a participé avec les États-Unis aux manœuvres de la stratégie indopacifique de Washington. Mais depuis l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, l'Inde a commencé à se distancer de cette initiative US et a tenté de mettre en avant son propre agenda national. En conséquence, l'Inde n'a pas condamné la Russie et a continué à acheter du pétrole russe. Dans le même temps, avec son projet des Nouvelles routes de la soie (BRI), la Chine a construit des infrastructures au Bangladesh, au Népal, au Pakistan et au Sri Lanka, pays voisins de l'Inde.

Ce n'est peut-être pas une coïncidence si quatre gouvernements de la région qui avaient commencé à collaborer avec la BRI sont tombés. Ni que leurs remplaçants dans trois d'entre eux sont désireux d'établir de meilleurs liens avec les États-Unis. Il s'agit de Shehbaz Sharif, qui a pris le pouvoir au Pakistan en avril 2022 avec l'éviction d'Imran Khan (aujourd'hui en prison), de Ranil Wickremesinghe, qui a brièvement pris le pouvoir au Sri Lanka en juillet 2022 après avoir écarté un soulèvement de masse qui avait d'autres idées que l'installation d'un parti ne comptant qu'un seul député au parlement (Wickremesinghe lui-même), et de KP Sharma Oli, qui a pris le pouvoir en juillet 2024 au Népal après un remaniement parlementaire qui a écarté les maoïstes du pouvoir.

Le rôle que jouera la destitution de Sheikh Hasina dans les calculs de la région ne pourra être évalué qu'après la tenue d'élections sous le gouvernement intérimaire. Mais il ne fait guère de doute que ces décisions prises à Dhaka ne sont pas sans implications régionales et mondiales.

Les étudiants s'appuient sur le pouvoir des manifestations de masse pour asseoir leur légitimité. Ce qu'ils n'ont pas, c'est un programme pour le Bangladesh. Et c'est pourquoi les vieux technocrates néolibéraux nagent déjà comme des requins autour du gouvernement intérimaire. Dans leurs rangs, on trouve des partisans du BNP et des islamistes. Le rôle qu'ils joueront n'est pas encore connu.

Si le comité étudiant formait maintenant un bloc avec les syndicats, en particulier les syndicats des travailleurs du textile, il leur serait possible d'ouvrir la voie à un nouveau Bangladesh démocratique et centré sur le peuple. S'ils ne parviennent pas à former ce bloc historique, ils risquent d'être mis de côté, tout comme les étudiants et les travailleurs en Égypte. Ils devraient alors abandonner leurs efforts aux militaires et aux élites qui ne feront que changer de maillot.

*Vijay Prashad est un historien, éditeur et journaliste indien. Il est chargé de rédaction et correspondant en chef de Globetrotter. Il est éditeur de LeftWord Books et directeur de Tricontinental : Institute for Social Research. Il a écrit plus de 20 livres, dont The Darker Nations et The Poorer Nations. Ses derniers ouvrages sont Struggle Makes Us Human : Learning from Movements for Socialism et (avec Noam Chomsky) The Withdrawal : Iraq, Libya, Afghanistan, and the Fragility of US Power.

People Dispatch 7 août 2024
Traduit de l'anglais par GL pour Investig'Action 8 août 2024

Consortium News condamne le raid du FBI au domicile d'un de ses chroniqueurs



Le chroniqueur de Consortium News, Scott Ritter.

Par Consortium News

«Ce que le FBI et le gouvernement des États-Unis ont fait hier, c'est une attaque frontale non seulement contre la liberté d'expression, mais aussi contre la liberté de la presse».

Consortium News condamne dans les termes les plus vifs la descente du F.B.I. au domicile du chroniqueur de Consortium News, Scott Ritter.

Les agents fédéraux ont saisi l'équipement électronique de Ritter et de nombreuses boîtes contenant des dossiers papier à son domicile d'Albany, dans l'État de New York, jeudi, car ils soupçonnent l'ancien inspecteur en désarmement de l'ONU de violer la loi américaine sur le recensement des agents étrangers (U.S. Foreign Agents Registration Act [FARA]).

Dans une vidéo publiée sur sa page Substack, Ritter a déclaré que, normalement, dans les cas de violation présumée de la FARA, les autorités envoient un courrier à la personne faisant l'objet de l'enquête pour l'en informer. Elles n'envoient pas de nombreux agents du F.B.I. à la porte, munis d'un mandat de perquisition et de saisie de preuves potentielles.

Le mandat, dont Ritter a publié une copie, ne prévoyait que la saisie d'appareils électroniques, mais les agents, qui, selon Ritter, ont agi de manière professionnelle, ont également saisi des cartons de dossiers des Nations unies datant de l'époque où il était inspecteur en désarmement de l'ONU en Irak dans les années 1990. Comme l'explique Ritter dans la vidéo, les documents de l'ONU ne sont jamais classifiés et n'ont rien à voir avec les allégations de la FARA à son encontre. *«Prétendre qu'il s'agit d'une procédure normale est absurde au plus haut point. Je ne suis pas un agent étranger. Je suis un journaliste. Et c'est ainsi que nous devons formuler toute cette affaire. Ce que le FBI a fait hier, ce que le gouvernement des États-Unis a fait hier, c'est une attaque frontale non seulement contre la liberté d'expression, mais aussi contre la liberté de la presse»*, a déclaré Ritter dans la vidéo.

Ritter affirme qu'il est pris pour cible en raison de son travail en freelance pour les médias russes. Dans le sillage du Russiagate, le ministère de la Justice des États-Unis a forcé en 2017 les entreprises de médias financées par le gouvernement russe à s'enregistrer en tant qu'agents étrangers. Mais seuls les principaux dirigeants de RT et de Sputnik sont tenus de s'enregistrer, et non les collaborateurs ou les journalistes freelance tels que Ritter. *«Ils cherchent à intimider un journaliste avec un long passé journalistique, à dissuader ce journaliste, à savoir moi-même, de s'engager dans des activités telles que la recherche et la publication d'articles et de documents critiques à l'égard de la politique américaine en Ukraine, soutenant les objectifs de la Russie»*, a-t-il déclaré.

«Juste un petit rappel. Les tribunaux américains ont déterminé qu'en vertu de la FARA, le rapprochement entre les idées d'un individu tel que moi et celles d'un gouvernement étranger, la Russie, ne joue aucun rôle dans la FARA», a déclaré Ritter.

«Le fait que le gouvernement russe et moi-même ayons des points de vue convergents sur des questions cruciales du moment pourrait donc indiquer que nous sommes tous deux du bon côté de l'histoire, et non que je suis un agent du gouvernement russe», a-t-il déclaré.

En raison de ses opinions, Ritter a été placé sur une «liste de personnes à abattre» par le gouvernement ukrainien. La chaîne locale CBS News d'Albany, dans l'État de New York, apparemment informée par le F.B.I., a filmé des agents en train de récupérer des cartons au domicile de Ritter. Ce faisant, ils ont révélé l'adresse de son domicile et les numéros de sa plaque d'immatriculation.

Ritter a déclaré : *«Je suis journaliste. J'ai un droit constitutionnel à la liberté d'expression et à la liberté de la presse qui me permet de faire mon travail. Et me taire signifierait que j'ai permis au gouvernement des États-Unis d'intimider un journaliste pour qu'il cesse de parler. Cela n'arrivera tout simplement pas»*.

«Pourquoi le FBI ferait-il cela ? On ne peut poser cette question sans évoquer l'évidence. Ce que je dis et ce que je fais effraie certaines personnes à Washington, qu'il s'agisse du département d'État, de la CIA, de la Maison Blanche, du ministère de la Justice. Et cela effraie le gouvernement ukrainien».

Consortium News appelle le ministère de la Justice à cesser immédiatement ses mesures d'intimidation à l'encontre de l'un de ses chroniqueurs, car celles-ci constituent une ingérence de l'État dans le fonctionnement des médias et une menace pour la liberté de la presse.

Consortium News via Spirit of Free speech 9 Août 2024
Réseau International 10 août 2024

Le maire de Nagasaki défend sa décision de ne pas inviter Israël aux commémorations



Le maire de Nagasaki Shiro Suzuki

Par Al-Manar

Le maire de Nagasaki a jugé «regrettable» jeudi que les ambassadeurs américain et britannique refusent de participer à une cérémonie commémorant le bombardement atomique de la ville japonaise le 9 août 1945, en raison de l'absence d'invitation pour Israël.

Shiro Suzuki a toutefois défendu la volonté de cette ville du sud-ouest du Japon de ne pas inviter Israël, répétant qu'il ne s'agissait pas d'une décision politique, mais d'un moyen d'éviter d'éventuelles protestations liées à la guerre israélienne contre Gaza qui a coûté la vie à plus de 39 500 Palestiniens, dont une majorité de femmes et d'enfants. *«Il est regrettable qu'ils nous aient fait savoir que les ambassadeurs n'étaient pas en mesure d'assister à l'événement»*, a déclaré Suzuki à la presse.

«Nous avons pris une décision qui n'est pas motivée par des raisons politiques. Nous voulons que la cérémonie se déroule sans heurts, dans un environnement pacifique et solennel», a-t-il ajouté.

Le 9 août 1945, trois jours après le premier bombardement atomique de l'histoire à Hiroshima, Nagasaki avait subi le même sort: quelque 74 000 personnes avaient été tuées sur place. Les deux villes ont coutume d'inviter des dignitaires du monde entier à leurs commémorations annuelles respectives. Les représentants de la Russie et de la Biélorussie n'y sont plus les bienvenus depuis l'offensive contre l'Ukraine en 2022.

Les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Union européenne – ainsi que le Canada et l'Australie, selon des médias japonais – vont envoyer des diplomates n'ayant pas le rang d'ambassadeur à la cérémonie.

Seules les ambassades américaine et britannique ont fait un lien explicite avec la décision de Nagasaki de ne pas inviter l'ambassadeur d'Israël Gilad Cohen. Une source a déclaré à l'AFP que la décision de l'Italie était également une conséquence directe de cette non-invitation.

L'ambassade britannique a déclaré que l'exclusion d'Israël créait *«une équivalence malheureuse et trompeuse avec la Russie et la Biélorussie, les seuls autres pays qui n'ont pas été invités à la cérémonie de cette année»*.

Un porte-parole de l'ambassade de France a qualifié la décision de Suzuki de *«regrettable et contestable», tandis que la mission allemande a critiqué le fait de «placer Israël sur le même plan que la Russie et la Biélorussie»*.

Al-Manar 8 Août 2024

Royaume-Uni : manifestations antiracistes dans plusieurs villes



Manifestants antiracistes dans les rues de Londres

Des milliers de Britanniques ont participé à une manifestation antiraciste en signe de rejet des émeutes d'extrême droite qui ont secoué le Royaume-Uni pendant une semaine.

Au terme d'une semaine marquée par une réponse judiciaire ferme et une première vague de manifestations antiracistes avec de nouvelles protestations dans de nombreuses villes dénonçant les violences xénophobes et islamophobes.

La plus grande des manifestations a rassemblé quelque 15.000 personnes à Belfast, la capitale de l'Irlande du Nord, où la police a enregistré cette semaine plusieurs actes qualifiés de racistes.

Une mosquée de Newtownards, à l'est de Belfast, a été attaquée par un cocktail Molotov – qui n'a pas été allumé – et vandalisée. La police considère l'incident comme un crime raciste.

Des rassemblements rassemblant des centaines de personnes ont été signalés dans tout le Royaume-Uni : Newcastle et Manchester (nord de l'Angleterre), Cardiff (Pays de Galles), Glasgow et Édimbourg (Écosse).

A Londres, près d'un millier de personnes se sont rassemblées devant le siège du parti anti-immigration et contestataire Reform UK, avec des banderoles disant "Non au racisme, non à la haine", sans qu'aucun incident ne se produise.

Les émeutes ont été les pires qu'ait connus la Grande-Bretagne depuis 2011 et ont principalement visé les mosquées et les centres d'hébergement pour migrants.

Elles ont éclaté après l'attaque au couteau qui a coûté la vie à trois jeunes filles le 29 juillet à Southport (nord-ouest de l'Angleterre), sur fond de rumeurs en ligne, en partie démenties, sur l'origine du suspect, un adolescent de 17 ans.

Les autorités attribuent le calme des cinq derniers jours à la ferme réponse judiciaire, avec plus de 700 arrestations, 300 inculpations et les premières peines de prison contre des émeutiers et des personnes ayant incité à la violence via Internet.

Le roi Charles III, jusqu'alors silencieux, a remercié la police pour son action contre "le crime de quelques-uns", saluant "l'esprit de solidarité et de compassion" de ceux qui s'y opposaient.

Aporrea news 10 Août 2024

Suite de la page (8)

mesure prise par cette mission multinationale, dirigée par le Kenya et soutenue par les États-Unis et d'autres pays, soit strictement conforme au droit international relatif aux droits humains, ainsi que le demande le Conseil de sécurité des Nations-Unies (…)

En plus des procédures d'évaluation auxquelles il doit se soumettre, le personnel de la mission devrait recevoir une formation complète, avant le déploiement et sur le terrain, concernant les principes fondamentaux des Nations-Unies, le droit relatif aux droits humains, la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, la protection des civil·e·s et la protection des enfants. Il est également essentiel qu'un mécanisme indépendant soit en place pour recevoir les plaintes, enquêter sur toutes les allégations de violations des droits humains, statuer sur les réparations et renvoyer certains cas individuels devant un tribunal civil haïtien, ou toute juridiction d'un pays fournissant du personnel, à des fins d'enquêtes et, le cas échéant, pour l'ouverture de poursuites. » Pendant que la Directrice de la Section des Amériques, Ana Piquer, jouait le rôle de lanceuse d'alerte des droits humains avant l'arrivée des policiers et militaires kenyans et des autres nationalités de la mission, le dossier de la crise haïtienne, notamment, le déploiement des troupes étrangères en Haïti, s'était invité en Italie où se tenait la réunion du G7, Groupe des sept pays les plus riches du monde.

Lors de ce Sommet du G7 tenu du 13 au 15 juin 2024 où le chef d'État kenyan, William Ruto, était aussi invité parmi les *« Grands »*, celui-ci n'avait pas oublié de remercier la France pour son apport et son soutien à la mission y compris d'ailleurs l'Algérie qui promet sa contribution financière. Sur son compte X, le Président kenyan disait « *Je suis heureux que la France soutienne le Kenya dans la mission des Nations-Unies dirigée par le Kenya en Haïti. Nous remercions également l'Algérie pour son soutien financier à la mission de sécurité des Nations-Unies en Haïti dirigée par le Kenya.* » D'autre part, en Suisse où la Communauté internationale, se donnait rendez-vous pour discuter sur la paix en Ukraine, Haïti aussi était de la partie. Le dimanche 16 juin 2024, en effet, les principaux pays qui soutiennent le gouvernement ukrainien dans la guerre contre celui de la Fédération de Russie tenaient un Sommet dans la petite ville de Lucerne en vue de trouver les meilleurs moyens de mettre fin à ce conflit tout en rêvant d'une victoire de Kiev sur Moscou.

En marge de cette rencontre au sommet, selon un communiqué émis par le Cabinet du Premier ministre canadien, Justin Trudeau, la situation d'Haïti et particulièrement la mission multinationale avaient été au centre d'importants débats avec celui qui est devenu, depuis la Résolution 2699 de l'ONU, le chouchou des occidentaux : le Président William Ruto qui était invité à Lucerne pour l'occasion. Pour le Premier ministre canadien, « *le leadership du Kenya ne fait aucun doute pour diriger la mission multinationale en Haïti et Ottawa réitère sa volonté de soutenir tout en témoignant son enthousiasme de poursuivre sa coopération avec Nairobi.* » Au cours de la même semaine, les bruits courraient dans tous les sens dans la capitale haïtienne quand le public a appris qu'une délégation de la police nationale haïtienne était partie pour le Kenya en vue du renforcement des liens entre les deux institutions policières.

C.C

(A suivre)

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

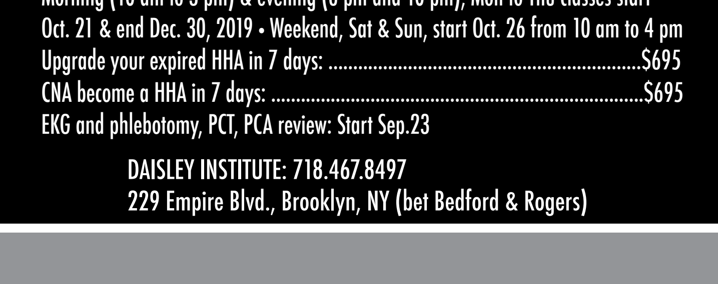
SERVICES

Consumer Cellular - the same reliable, nationwide coverage as the largest carriers. No long-term contract, no hidden fees and activation is free. All plans feature unlimited talk and text, starting at just $20/month. For more information, call 1-844-919-1682

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other



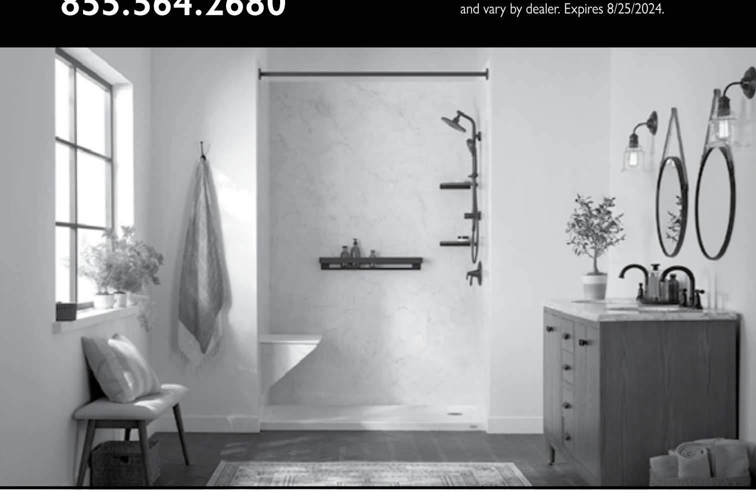


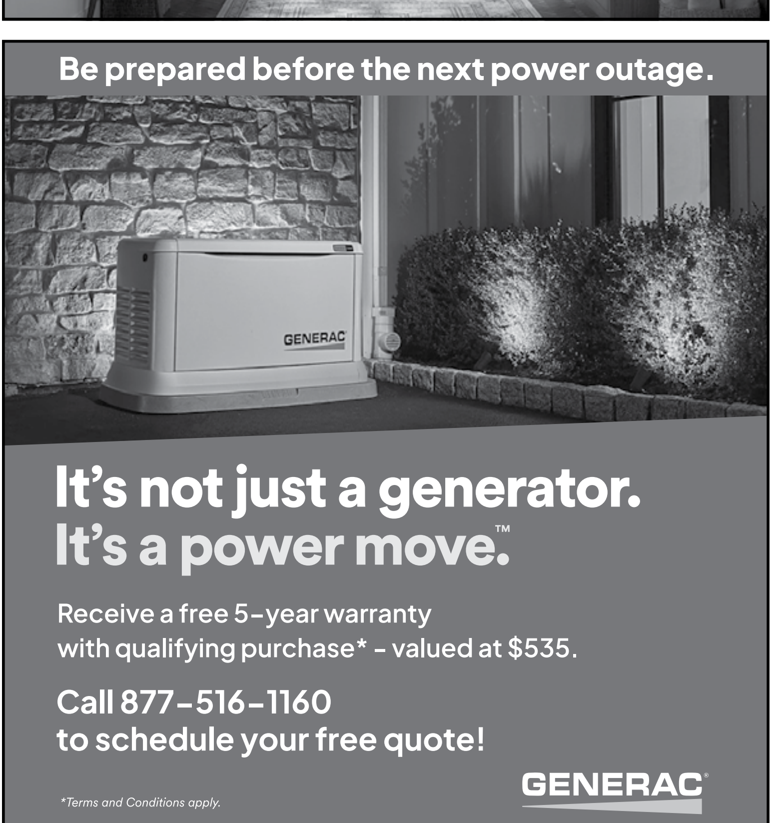




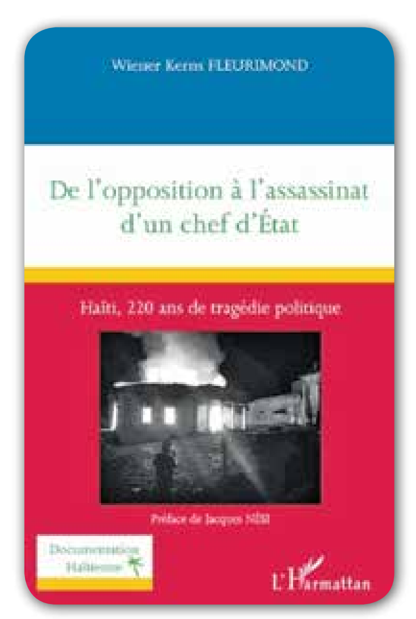








De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'État. Haïti, 220 ans de tragédie politique : un regard neuf de Wiener Kerns Fleurimond sur l'exécution de Jovenel Moïse



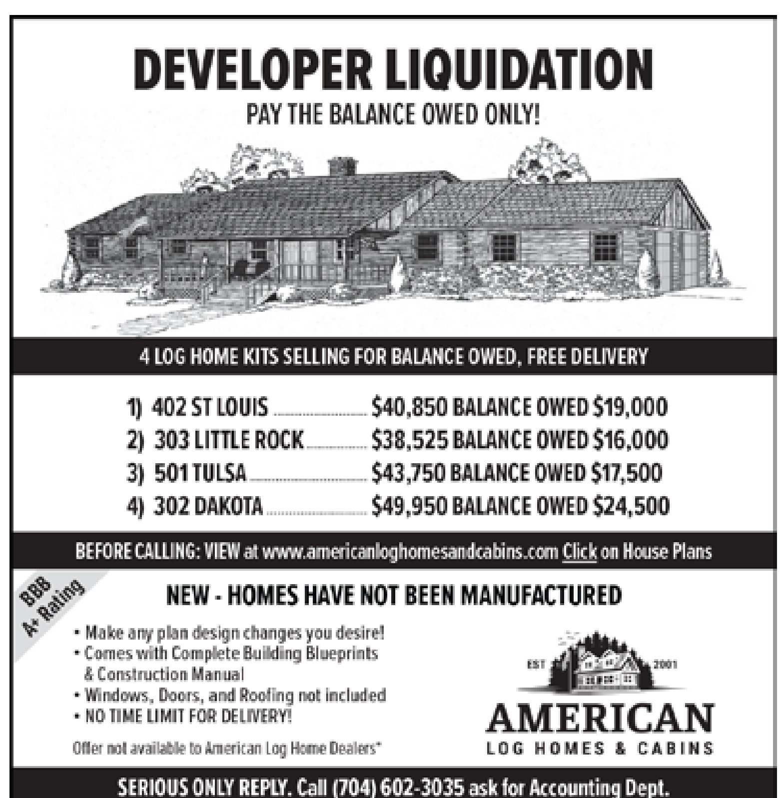
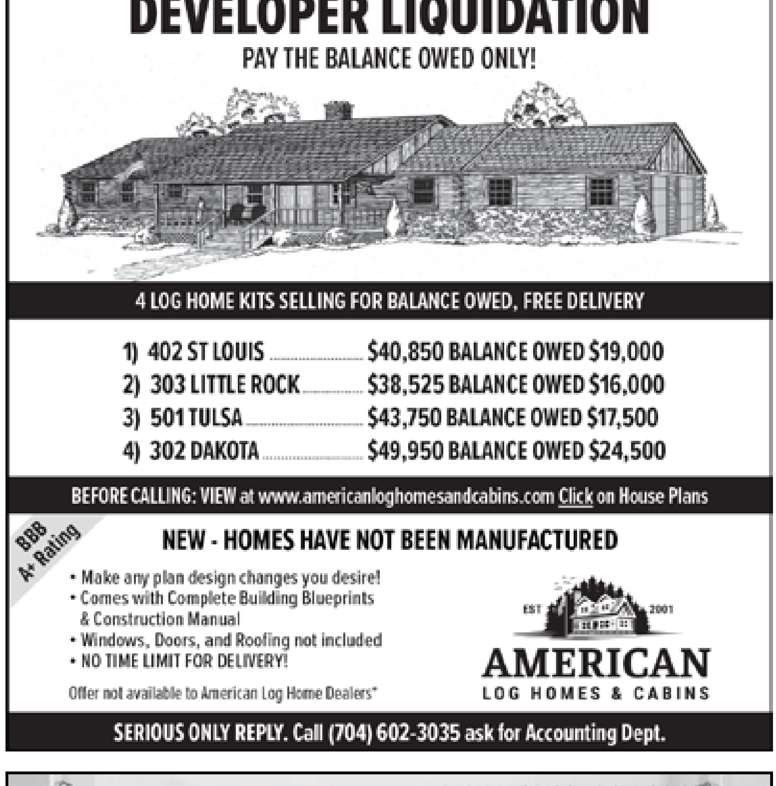
Par Eric Sauray*

Chers amis, faites comme moi, cessez toutes vos autres lectures en cours afin d'entamer celle du nouvel ouvrage de Wiener Kerns Fleurimond : De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'État. Le contenu de l'ouvrage est résumé par son sous-titre : Haïti, 220 ans de tragédie politique. De prime abord, on s'attend à relire 220 ans de l'histoire d'Haïti pour comprendre la manière dont on passe de l'opposition politique à l'assassinat d'un chef de l'État. Mais, non ! Et c'est tant mieux car, cette histoire a été écrite maintes fois. L'ambition de ce bon livre, et c'est heureux, est de montrer que l'assassinat d'un chef d'État haïtien n'est pas le fruit du hasard. Il s'inscrit dans une continuité historique. Cette ambition est-elle remplie ? Évidemment oui. L'assassinat dont il s'agit dans ce livre est celui de Jovenel Moïse, président d'Haïti assassiné le 7 juillet 2021 après une présidence chaotique.

Comment en est-on arrivé à ce magnicide ? C'est la mission que s'était donnée Kerns Fleurimond pour la rédaction de son livre. A-t-il réussi à nous expliquer l'assassinat de Jovenel Moïse sans tomber dans le piège de la chronique ? A-t-il réussi à expliquer le basculement d'un État dans l'horreur du magnicide sans faire du manichéisme ? A-t-il réussi à nous expliquer un moment de tragédie politique en restant à sa place d'observateur averti et d'analyste respecté ? Oui ! Kerns Fleurimond a réussi tout cela avec méthode en expliquant avec précision les crises qui frappent l'État, les opérations de déstabilisation du pays, les difficultés du Président Jovenel Moïse à créer un conseil électoral, l'entêtement du président Jovenel Moïse à porter un nouveau projet de Constitution. Kerns Fleurimond illustre l'ivresse du pouvoir qui s'était emparée d'un président Jovenel Moïse « *obnubilé par l'étendue des pouvoirs qu'il détenait* ». Il montre comment « *devenu froid et sans scrupule* », Jovenel Moïse a été soudainement pris d'une envie folle de multiplier les interventions dans les médias afin de « dire », de « clarifier » et de « rectifier ».

Mal lui en a pris ! Et c'est en ce sens que ce livre est intéressant. Au lieu de raconter ce que tout le monde sait déjà, Kerns Fleurimond nous explique comment on en est arrivé à l'horreur du 7 juillet 2021. Il permet de comprendre comment la lutte pour le pouvoir entre Jovenel Moïse et ses opposants a dégénéré dans une violence politique sans merci. Un autre intérêt de ce livre est de caractériser ce qu'est l'opposition politique en Haïti. Si ailleurs, l'opposition politique regroupe des personnes élues pour s'opposer à une majorité elle-même composée d'élus légitimes, en Haïti, l'opposition, comme cela ressort du livre de Kerns Fleurimond, est un conglomérat d'individus sans vision et sans programme qui changent de camps et d'alliances en fonction de leurs intérêts personnels. Cela explique leur posture radicale et leur unique objectif : renverser le pouvoir en place y compris par la violence. Une vérité ressort de ce livre : si l'opposition politique peut être, en partie, considérée comme responsable de la mort de Jovenel Moïse, ce dernier n'est pas pour rien dans le sort tragique qu'il a subi. On pourrait considérer qu'il s'agit d'un jugement qui consiste à renvoyer dos à dos les magnicides et leur victime. Au contraire, il s'agit d'un argument au service du leadership et de la responsabilité politique, ce dont Jovenel Moïse n'a pas fait preuve durant sa présidence chaotique.

suite à la page(16)










WIENER KERNS FLEURIMOND EN SIGNATURE

Le journaliste Wiener Kerns Fleurimond présentera et dédicacera son tout dernier livre
De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'Etat :
Haïti 220 ans de tragédie politique

Samedi 24 Août 2024
7 h du soir Au local du journal Haïti Liberté



1583 Albany Ave Brooklyn, NY 11210
Tel.718-421-0162
Ne manquez pas ce rendez-vous

Prix du livre $50.00

JOYEUX ANNIVERSAIRE HAÏTI LIBERTÉ 17 ANS DE LUTTE CONTINUE !

Célébration amicale : Samedi 24 Août 2024
1583 Albany Ave Brooklyn, NY 11210
9h PM au local du journal

Au programme :
Dîner, Musique, Film, livres et Chants patriotiques

Information: 718-421-0162